



Conseil de sécurité

Soixante-dix-huitième année

9462^e séance

Lundi 30 octobre 2023, à 15 h 40

New York

Provisoire

| | | |
|--------------------|---|---|
| <i>Président :</i> | M. Vieira | (Brésil) |
| <i>Membres :</i> | Albanie | M. Hoxha |
| | Chine | M. Zhang Jun |
| | Émirats arabes unis | M ^{me} Nusseibeh |
| | Équateur | M. Pérez Loose |
| | États-Unis d'Amérique | M ^{me} Thomas-Greenfield/M. Wood |
| | Fédération de Russie | M. Nebenzia |
| | France | M. de Rivière |
| | Gabon | M. Biang |
| | Ghana | M. Agyeman |
| | Japon | M. Ishikane |
| | Malte | M ^{me} Frazier |
| | Mozambique | M. Kumanga |
| | Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord | Dame Barbara Woodward |
| | Suisse | M ^{me} Baeriswyl |

Ordre du jour

La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau AB-0601 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



La séance est ouverte à 15 h 40.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne

Le Président (*parle en anglais*) : Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les représentants d'Israël et de la Jordanie à participer à la présente séance.

Je propose que, conformément aux dispositions de son règlement intérieur provisoire et à la pratique établie en la matière, le Conseil invite l'Observateur permanent de l'État observateur de Palestine auprès de l'Organisation des Nations Unies à participer à la présente séance.

En l'absence d'objection, il en est ainsi décidé.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les personnalités ci-après, appelées à présenter un exposé, à participer à la présente séance : M. Philippe Lazzarini, Commissaire général de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient ; M^{me} Catherine Russell, Directrice générale du Fonds des Nations Unies pour l'enfance ; et M^{me} Lisa Doughten, Directrice de la Division du financement de l'action humanitaire et de la mobilisation de ressources du Bureau de la coordination des affaires humanitaires.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

Je donne la parole à M. Lazzarini.

M. Lazzarini (*parle en anglais*) : Les trois dernières semaines ont été horribles. Presque tout le monde en Israël, dans le Territoire palestinien occupé et dans l'ensemble de la région est en deuil. Les terribles attaques perpétrées par le Hamas en Israël le 7 octobre ont été choquantes. Les bombardements incessants des forces israéliennes sur la bande de Gaza sont choquants. L'ampleur des destructions est sans précédent et la tragédie humaine qui se déroule sous nos yeux est insupportable. Un million de personnes, soit la moitié de la population de Gaza, ont été poussées du nord vers le sud de la bande de Gaza en l'espace de trois semaines. Cependant, le sud n'a pas été épargné par les bombardements et de nombreuses personnes y ont été tuées. Je l'ai déjà dit moult fois et je le répète : aucun endroit à Gaza n'est sûr. Les civils qui sont restés dans le nord reçoivent maintenant des avis d'évacuation de la part

des forces israéliennes, qui les enjoignent de se diriger vers le sud pour y recevoir une aide humanitaire fort maigre. Or de nombreuses personnes, notamment les femmes enceintes, les personnes handicapées, les malades et les blessés, ne peuvent pas se déplacer. Ce qui s'est produit et continue de se produire peut être qualifié de déplacements forcés. Plus de 670 000 personnes déplacées se trouvent actuellement dans des écoles et des bâtiments surpeuplés gérés par l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA). Elles vivent dans des conditions épouvantables et insalubres, avec un accès limité à la nourriture et à l'eau, dormant à même le sol, sans matelas, ou en plein air. La faim et le désespoir se transforment en colère contre la communauté internationale – et à Gaza, la communauté internationale est mieux connue sous le nom d'UNRWA.

Près de 70 % des personnes qui auraient été tuées sont des enfants et des femmes. L'organisation Save the Children a déclaré hier que près de 3 200 enfants avaient été tués à Gaza en seulement trois semaines. C'est plus que le nombre total d'enfants tués chaque année dans les zones de conflit à travers le monde depuis 2019. On ne peut pas parler de dommages collatéraux. Les églises, les mosquées, les hôpitaux et les installations de l'UNRWA, y compris celles qui abritent des personnes déplacées, n'ont pas été épargnés. De trop nombreuses personnes ont été tuées ou blessées alors qu'elles cherchaient à se mettre à l'abri dans des lieux protégés par le droit international humanitaire. Le siège imposé actuellement à Gaza est un châtement collectif. Les deux semaines de siège total, suivies d'une aide au compte-gouttes la semaine dernière, sont à l'origine de l'effondrement des services essentiels, du manque de médicaments, de nourriture et d'eau, et de la pénurie de carburant. Les rues de Gaza sont envahies d'eaux usées, ce qui entraînera très bientôt un risque sanitaire massif.

Le dernier coup porté, la coupure des communications survenue ce week-end, a aggravé la panique et la détresse de la population. Cette coupure a empêché les gens de communiquer avec leurs proches à l'intérieur de Gaza pour savoir qui était mort et qui était vivant. Ils ne savaient plus s'ils recevraient du pain de l'UNRWA. Ils se sont sentis abandonnés et coupés du reste du monde. La coupure des communications a accéléré la rupture de l'ordre public. La panique a poussé des milliers de personnes désespérées à se diriger vers les entrepôts et les centres de distribution de l'UNRWA où nous stockons la nourriture et les autres fournitures que nous avons commencé à recevoir par l'Égypte la semaine dernière. Tout nouvel effondrement de l'ordre civil rendra extrêmement difficile, voire impossible, la poursuite des activités de l'organisme des Nations Unies le

plus présent à Gaza. Il rendra également impossible l'arrivée des convois. Je dis cela en étant pleinement conscient du fait que l'UNRWA est la dernière bouée de sauvetage pour les Palestiniens de Gaza.

L'UNRWA demande l'appui des membres du Conseil de sécurité. J'ai perdu 64 collègues en un peu plus de trois semaines. Le dernier décès tragique s'est produit il y a deux heures. Samir, notre chef de la sécurité et de la sûreté dans la région du centre, a été tué, ainsi que sa femme et ses huit enfants. Il s'agit du plus grand nombre de travailleurs humanitaires des Nations Unies tués dans un conflit en si peu de temps. Mes 13 000 collègues à Gaza appartiennent à une communauté de 1,7 million de réfugiés palestiniens sur les 2,2 millions d'habitants de la bande de Gaza. La plupart de ceux qui sont encore en vie ont perdu des parents, des amis ou des voisins et sont maintenant déplacés, comme la majorité des Gazaouites. Nombre de mes collègues vivent, dorment et travaillent aujourd'hui dans des abris de l'UNRWA. Pourtant, ils font preuve d'un dévouement exceptionnel aux valeurs de l'ONU.

Aucune parole ne peut rendre justice aux milliers de membres du personnel de l'UNRWA qui continuent à travailler sans relâche pour venir en aide à leurs communautés. Ils sont enseignants, médecins, travailleurs sociaux, ingénieurs et personnel d'appui. Ce sont des mères et des pères. S'ils n'étaient pas à Gaza, ils pourraient être vos voisins ou vos amis. Ils gèrent 150 abris de l'UNRWA. Ils maintiennent un tiers de nos centres de santé ouverts et gèrent 80 équipes médicales mobiles. Ils facilitent l'entrée des convois humanitaires ainsi que le stockage et la distribution de l'aide. Ils distribuent le peu de carburant qu'il nous reste aux hôpitaux, aux boulangeries et aux abris. Mes collègues de l'UNRWA sont la seule lueur d'espoir pour toute la bande de Gaza – un rayon de lumière alors que l'humanité s'enfonce dans ses heures les plus sombres. Mais ils manquent de carburant, d'eau, de nourriture et de médicaments et ne pourront bientôt plus travailler. Soyons clairs : la poignée de convois autorisés à passer par Rafah n'est rien comparée aux besoins des plus de 2 millions de personnes piégées à Gaza. Le système mis en place pour permettre l'entrée de l'aide à Gaza est voué à l'échec, à moins qu'il n'y ait une volonté politique de faire en sorte que le flux de fournitures soit satisfaisant et corresponde aux besoins humanitaires sans précédent.

Gaza compte plus de 2 millions d'habitants, dont la moitié sont des enfants. Les habitants de Gaza sont des personnes dynamiques et instruites qui aspirent à vivre une vie normale, à avoir des familles et des enfants et à avoir accès à l'éducation, et rêvent d'un avenir meilleur.

Aujourd'hui, ils estiment qu'ils ne sont pas traités comme les autres civils. La plupart d'entre eux se sentent pris au piège d'une guerre dans laquelle ils n'ont rien à voir. Ils ont le sentiment que le monde les assimile tous au Hamas. C'est dangereux, et nous ne le savons que trop bien à la lumière des conflits et des crises précédents. Une population entière est déshumanisée. Les atrocités commises par le Hamas ne dispensent pas l'État d'Israël des obligations qui lui incombent en vertu du droit international humanitaire. Chaque guerre a ses règles, et celle-ci ne fait pas exception. Hannah Arendt disait que la mort de l'empathie humaine est l'un des premiers signes les plus révélateurs d'une culture qui est sur le point de tomber dans la barbarie. Plus que jamais, les habitants de Gaza méritent notre empathie. Son absence accentuera la polarisation de la région et éloignera toute perspective de paix.

Alors que l'attention se porte essentiellement sur Gaza, je voudrais rappeler qu'une autre crise se déroule en Cisjordanie, y compris à Jérusalem-Est. L'ONU sonne l'alarme depuis des mois au sujet de la recrudescence de la violence. Le nombre de Palestiniens tués cette année est le plus élevé jamais enregistré depuis que l'Organisation a commencé à tenir des registres en 2005. Au moins 115 Palestiniens ont été tués depuis le 7 octobre, parmi lesquels 33 enfants. Les restrictions imposées à la circulation en Cisjordanie perturbent nos services, touchant notamment les écoles et les centres de santé. Pendant ce temps, la situation à la frontière israélo-libanaise s'aggrave et des échanges de tirs et des victimes civiles sont régulièrement signalés.

En conclusion, je suis très inquiet quant à la possible extension de ce conflit au-delà de Gaza, à moins que les mesures suivantes soient appliquées.

Premièrement, le droit international humanitaire doit être strictement respecté. Cela signifie que les civils et les infrastructures civiles, y compris les locaux des Nations Unies, les écoles, les hôpitaux, les lieux de culte et les abris accueillant des civils, doivent être protégés à tout moment dans toute la bande de Gaza, aussi bien dans le nord que dans le sud. Ce n'est pas une option, mais une obligation.

Deuxièmement, nous avons besoin d'un flux sûr, sans entrave, substantiel et continu d'aide humanitaire, y compris de carburant, vers la bande de Gaza et dans l'ensemble de celle-ci. Pour cela, nous avons besoin d'un cessez-le-feu humanitaire immédiat.

Troisièmement, l'UNRWA a toujours besoin de fonds. Nous avons la présence nécessaire et la plus importante sur le terrain. Nous pouvons obtenir des résultats si nous disposons des moyens et des ressources nécessaires,

y compris les fonds pour rémunérer le personnel qui est en première ligne. L'UNRWA a reçu des contributions généreuses pour son appel éclair initial, mais sans un budget de base entièrement financé, nous ne pouvons pas payer les salaires et fournir des services.

Enfin, en ces temps sombres, nous ne devons pas perdre de vue notre humanité. Notre empathie doit s'appliquer à tous – Palestiniens, Israéliens, juifs, chrétiens et musulmans. Les règles de la guerre doivent être respectées par toutes les parties, à tout moment et en tout lieu. Les civils doivent être protégés, les otages doivent être libérés et une intervention humanitaire digne de ce nom doit être facilitée. Un cessez-le-feu humanitaire immédiat est devenu une question de vie ou de mort pour des millions de personnes. Le présent et l'avenir des Palestiniens et des Israéliens en dépendent. Je demande instamment à tous les États Membres de modifier la trajectoire de cette crise et d'œuvrer en faveur d'une véritable solution politique, avant qu'il ne soit trop tard.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie M. Lazzarini de son exposé.

Je donne à présent la parole à M^{me} Russell.

M^{me} Russell (*parle en anglais*) : Je remercie l'Ambassadrice Nusseibeh et l'Ambassadeur França Danese d'avoir convoqué la présente séance. Je remercie aussi les membres du Conseil de sécurité de me donner l'occasion de leur parler de la situation humanitaire qui règne dans l'État de Palestine et en Israël.

À l'UNICEF, nous sommes convaincus que le véritable coût de cette nouvelle escalade se mesurera en vies d'enfants – ceux qui sont morts à cause de la violence et ceux qu'elle a transformés à jamais. Après un peu plus de trois semaines, le bilan dévastateur s'alourdit rapidement, avec des violations graves et nombreuses commises contre des enfants. Selon le Ministère palestinien de la santé, plus de 8 300 Palestiniens ont été tués à Gaza, dont plus de 3 400 enfants, et plus de 6 300 enfants ont été blessés. Cela signifie que plus de 420 enfants sont tués ou blessés à Gaza chaque jour, un chiffre qui devrait profondément ébranler chacun d'entre nous.

Bien entendu, la violence dont sont victimes les enfants ne se limite pas à la bande de Gaza. En Cisjordanie, y compris à Jérusalem-Est, au moins 37 enfants auraient été tués. Et bien sûr, plus de 30 enfants israéliens auraient été tués, tandis qu'au moins 20 sont toujours retenus en otage dans la bande de Gaza, sans que l'on sache ce qu'il est advenu d'eux.

Les infrastructures civiles ont également fait l'objet d'attaques féroces. Selon l'Organisation mondiale de

la Santé, 34 attaques ont été signalées à Gaza contre des établissements de santé, dont 21 hôpitaux. Douze des 35 hôpitaux de Gaza, qui servent également d'abris aux personnes déplacées, ne peuvent plus fonctionner. Au moins 221 écoles et plus de 177 000 logements ont été endommagés ou détruits.

Pendant ce temps, le peu d'eau potable qui reste à Gaza s'épuise rapidement, laissant plus de 2 millions de personnes dans une situation désespérée. Nous estimons que 55 % des infrastructures d'approvisionnement en eau doivent être réparées ou remises en état. Seule une installation de dessalement fonctionne, à seulement 5 % de sa capacité, tandis que les six stations d'épuration de Gaza ne sont plus opérationnelles en raison du manque de carburant ou d'électricité. Le manque d'eau potable et d'assainissement est sur le point de provoquer une catastrophe. Si l'accès à l'eau potable n'est pas rétabli d'urgence, davantage de civils, y compris des enfants, tomberont malades ou mourront de déshydratation ou de maladies d'origine hydrique.

Comme si cela ne suffisait pas, les enfants, tant en Israël que dans l'État de Palestine, subissent de terribles traumatismes, dont les conséquences peuvent durer toute une vie. Des études ont montré que la violence et les bouleversements peuvent induire chez les enfants un stress toxique qui interfère avec leur développement physique et cognitif et provoque des problèmes de santé mentale à court et long terme. Nous faisons de notre mieux pour atteindre tous les enfants dans le besoin, mais l'acheminement de l'aide humanitaire, en particulier à Gaza, est aujourd'hui extrêmement difficile. Cela est dû à la fois aux conditions actuelles du siège imposé à Gaza et aux circonstances extrêmement dangereuses dans lesquelles notre personnel travaille. Certains membres de notre personnel ont perdu des membres de leur famille proche, y compris des conjoints et des enfants. Et bien sûr, nous partageons la peine de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient pour les membres de son personnel qui ont été tués. Il y a deux jours, nous avons perdu le contact avec nos collègues de Gaza lorsque les télécommunications ont été interrompues. Cela les exposait à un risque encore plus grand et rendait leur travail d'aide aux enfants encore plus difficile à accomplir.

L'UNICEF et ses partenaires sont résolus à rester sur le terrain pour agir en faveur des enfants. Mais qu'on ne s'y trompe pas, la situation s'aggrave d'heure en heure, et sans un arrêt urgent des hostilités, je crains vraiment pour le sort des enfants de la région. Or nous, ainsi que les membres du Conseil, avons le pouvoir d'aider les enfants

à sortir de la spirale de la violence. J'implore le Conseil de sécurité d'adopter immédiatement une résolution qui rappelle aux parties les obligations que leur impose le droit international, appelle à un cessez-le-feu, exige que les parties autorisent un accès humanitaire sûr et sans entrave, exige la libération immédiate et en toute sécurité de tous les enfants enlevés et exhorte les parties à accorder aux enfants la protection particulière à laquelle ils ont droit.

L'attention du Conseil doit aller en priorité à l'aggravation de la crise du déplacement, avec plus de 1,4 million de personnes déplacées à Gaza, dont une majorité d'enfants. Comme l'a dit le Secrétaire général, l'ordre donné à 1,1 million de civils palestiniens de quitter le nord de Gaza doit être révoqué. Les demandes d'évacuation d'hôpitaux doivent également cesser, étant donné leur statut d'objets protégés en vertu du droit international humanitaire. Toutes les parties doivent mettre fin à la violence et prévenir toute violation grave contre des enfants. Nous devons avoir un accès humanitaire à tous les points de passage vers la bande de Gaza, par des voies d'approvisionnement sûres et efficaces. Les parties doivent garantir la circulation sûre et sans entrave des fournitures et du personnel humanitaires dans l'ensemble de la bande de Gaza pour l'acheminement de l'aide humanitaire, y compris, mais sans s'y limiter, la nourriture, l'eau, les médicaments, le carburant et l'électricité.

Enfin, les mesures visant à ce qu'il n'y ait ni électricité, ni nourriture, ni eau et ni carburant livré à Gaza depuis Israël doivent être immédiatement annulées afin que les civils aient accès aux services dont ils ont besoin pour survivre.

L'UNICEF a été créé il y a près de 77 ans sur les cendres de la Seconde Guerre mondiale. Depuis lors, notre détermination à remplir notre mission n'a jamais faibli, nous défendons les droits de chaque enfant. Au nom de tous les enfants pris dans ce cauchemar, nous appelons le monde à faire mieux. Qu'il s'agisse de jeunes gens assistant à un festival de musique ou d'enfants vaquant à leurs occupations quotidiennes à Gaza, ils méritent tous la paix. Les enfants ne sont pas à l'origine des conflits et ils sont impuissants à les faire cesser. Ils ont besoin que nous placions tous leur sûreté et leur sécurité au premier plan de nos efforts et que nous imaginions un avenir dans lequel les enfants sont en bonne santé, en sécurité et éduqués. Aucun enfant ne mérite moins que cela.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie M^{me} Russell de son exposé.

Je donne maintenant la parole à M^{me} Doughten.

M^{me} Doughten (*parle en anglais*) : Je fais cette déclaration au nom du Coordonnateur des secours d'urgence et Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires, M. Martin Griffiths, qui est actuellement en mission en Israël et dans le Territoire palestinien occupé.

Les événements qui se sont déroulés depuis le 7 octobre ont été tout simplement dévastateurs et déchirants. Nous n'oublions pas les 1400 personnes tuées et les milliers d'autres blessées ou emportées dans l'attaque brutale du Hamas. Les tirs de roquettes aveugles se poursuivent depuis Gaza sur les zones peuplées d'Israël, causant davantage de victimes civiles, de déplacements et de traumatismes.

Nous déplorons que 230 personnes soient prises en otage à Gaza. Tous les otages doivent être libérés immédiatement et sans condition. Nous accueillons favorablement tous les efforts diplomatiques tendant à obtenir leur libération et exigeons que, dans l'intervalle, ils soient traités humainement et puissent recevoir des visites du Comité international de la Croix-Rouge.

Comme les membres viennent de l'entendre de la bouche du Commissaire général Lazzarini, la situation des plus de 2 millions de personnes piégées dans la bande de Gaza est catastrophique. Cela fait maintenant 23 jours qu'elles subissent un siège et des bombardements continus. Selon le Ministère de la santé de Gaza, plus de 8000 personnes ont été tuées, dont 66% de femmes et d'enfants. Des dizaines de milliers d'autres ont été blessées.

Il est difficile d'exprimer l'ampleur de l'horreur que vivent les habitants de Gaza. Les gens sont de plus en plus désespérés, car ils cherchent de la nourriture, de l'eau et un abri au beau milieu d'une campagne de bombardements incessante qui élimine des familles et des quartiers entiers. Dans leur désespoir, les gens ont dû forcer les portes des entrepôts de l'ONU pour trouver de la nourriture et de l'eau. La déshydratation est un problème de plus en plus important, tout comme le risque de propagation de maladies et d'autres problèmes de santé dus à l'insalubrité de l'eau et à l'effondrement des services de traitement des eaux usées.

Plus de 1,4 million de personnes sont déplacées à l'intérieur de la bande de Gaza, tandis que des centaines et des milliers d'enfants, de femmes et d'hommes s'entassent dans des abris et des hôpitaux surpeuplés. Beaucoup de ces personnes se sont déplacées vers le sud en quête de sécurité, mais le fait est qu'il n'y a aucun endroit sûr et que nous n'avons tout simplement pas assez de fournitures essentielles pour assurer à cette échelle la survie des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays.

Comme nous l'a dit la Directrice générale, M^{me} Russell, le système de soins de santé est en ruine. Les malades sont allongés à même le sol et dans les couloirs. Les chirurgiens opèrent sans anesthésie. Sur environ 50 000 femmes enceintes, 5 500 doivent accoucher dans les 30 prochains jours. Pour le millier de patients qui sont sous dialyse et les 130 bébés prématurés en couveuse, la vie ne tient qu'à un fil, car les générateurs de secours de l'hôpital fonctionnent au ralenti. Quelque 9 000 personnes atteintes de cancer ne reçoivent pas de soins adéquats. Nous sommes vivement préoccupés par les allégations selon lesquelles des installations militaires se trouveraient à proximité des hôpitaux et par la demande des autorités israéliennes d'évacuer les hôpitaux, y compris Al-Qods et Chifa. Il n'y a aucun endroit sûr pour ces malades et pour ceux qui sont sous assistance respiratoire et les bébés en couveuse, un déplacement serait presque certainement une condamnation à mort.

La fourniture de l'aide humanitaire est extrêmement complexe et difficile en raison des bombardements, de la destruction des infrastructures et, comme nous ne cessons de le répéter, du manque de carburant. Nous pleurons la perte de 64 collègues de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient et d'autres membres du personnel humanitaire qui ont, hélas, été tués, et nous présentons nos plus sincères condoléances à leurs familles et à leurs collègues. Nous avons la plus grande admiration pour la bravoure, l'altruisme et l'engagement des travailleurs humanitaires qui apportent de l'aide à ceux qui en ont besoin dans cet environnement périlleux.

Nous nous félicitons de l'accord qui nous a permis d'acheminer des secours à Gaza via le poste frontière de Rafah. Mais ces acheminements ne sont qu'une goutte d'eau dans l'océan face à l'ampleur des besoins. Il est impératif que nous puissions acheminer des fournitures et des secours humanitaires à Gaza de manière sûre, fiable, sans entrave et au niveau requis. Il est notamment urgent de reconstituer les stocks de carburant, qui sont indispensables pour alimenter les services les plus essentiels, notamment les hôpitaux et les installations de dessalement de l'eau, et pour acheminer l'aide humanitaire à l'intérieur de la bande de Gaza. Il est indispensable de disposer de plusieurs points d'entrée dans la bande de Gaza si nous voulons avoir un effet réel. Kerem Shalom, entre Israël et Gaza, est le seul point de passage équipé pour gérer rapidement un nombre suffisamment important de camions.

Pendant ce temps, en Cisjordanie, des dizaines de civils ont été tués et les incidents liés à la violence des colons se sont multipliés, provoquant le déplacement de centaines

de civils. De même, la violence et la fermeture des points de contrôle ont entravé l'accès aux services essentiels et la distribution de nourriture. Les permis de quelque 150 000 à 175 000 Palestiniens de Cisjordanie travaillant en Israël et dans les colonies sont désormais suspendus. Cette situation porte un préjudice considérable à l'économie de la Cisjordanie et aux institutions palestiniennes. Nous avons des craintes très réelles quant à l'avenir. La situation actuelle pourrait paraître bien pâle par rapport à ce qui nous attend. Il existe un risque réel que cette guerre s'aggrave et s'étende à l'ensemble de la région. Nous devons prendre des mesures collectives urgentes pour l'empêcher.

À la lumière de tout ce qui a été décrit aujourd'hui, ce que nous demandons, c'est que les parties acceptent de faire une pause dans les combats pour raison humanitaire. Une pause qui garantirait le calme et la sécurité nécessaires à la libération des otages et permettrait à l'Organisation des Nations Unies de réapprovisionner les stocks, de soulager le personnel épuisé et de reprendre l'aide dans toute la bande de Gaza, partout où les civils sont dans le besoin. Une pause qui offrirait également un répit bien nécessaire aux civils qui vivent dans des conditions traumatisantes inimaginables.

Mais avec ou sans pause dans les combats, je réaffirme que toutes les parties, de tous les côtés, doivent respecter le droit international humanitaire. Cela signifie qu'il faut permettre aux secours d'entrer et veiller en permanence à épargner les civils et les biens de caractère civil, y compris le personnel humanitaire et médical, les installations et les biens – et ce que les civils se déplacent ou restent sur place. Nous comptons sur la responsabilité de chaque État Membre, au Conseil et à l'ONU, pour user de toute son influence afin que les règles de la guerre soient respectées et que, dans toute la mesure possible, les civils soient épargnés de nouvelles souffrances.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie M^{me} Doughten de son exposé.

Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de Ministre des affaires étrangères du Brésil.

Je remercie les intervenants pour leurs informations détaillées sur la situation humanitaire sur place et je salue le travail de leurs équipes, tant sur le terrain qu'ailleurs. Elles honorent une nouvelle fois l'action de l'Organisation et tout ce qu'elle représente.

Conformément aux instructions du Président Lula da Silva, je reviens au Conseil aujourd'hui avec un profond sentiment d'urgence et de consternation. Nous devons toujours garder à l'esprit les visages des personnes

des deux côtés du conflit. C'est pourquoi je présente les plus sincères condoléances du Brésil aux familles et aux amis de tous les civils, y compris le personnel courageux et dévoué des Nations Unies, qui ont perdu la vie dans les crises actuelles résultant du conflit prolongé entre Israël et la Palestine, qui a été tragiquement ravivé par les actions terroristes du Hamas contre Israël le 7 octobre.

Rien ne saurait justifier de tels crimes. Tous les otages doivent être libérés immédiatement et sans condition, et la Croix-Rouge doit pouvoir leur rendre visite sans délai.

Dans le même temps, la situation actuelle à Gaza est absolument effroyable et indéfendable au regard de toute norme humaine et du droit international humanitaire. Une catastrophe humanitaire très inquiétante se déroule sous nos yeux, des milliers de civils, dont un nombre écrasant et intolérable d'enfants, étant punis pour des crimes qu'ils n'ont pas commis. En trois semaines, nous avons vu le conflit coûter la vie à plus de 8 000 civils, dont plus de 3 000 enfants. Depuis ma dernière intervention au Conseil, la semaine dernière (voir S/PV.9451), le nombre de décès d'enfants a augmenté d'un millier.

Pendant ce temps, le Conseil de sécurité organise des séances et écoute des discours sans pouvoir prendre une décision fondamentale pour mettre fin aux souffrances humaines sur le terrain. Alors que des milliers de personnes en Israël et en Palestine pleurent leurs proches, que les Israéliens s'interrogent avec angoisse sur le sort des otages et que les habitants de Gaza subissent des opérations militaires incessantes qui tuent des civils, dont un nombre intolérable d'enfants, nous avons les moyens d'agir et pourtant nous échouons, de manière répétée et honteuse. Nous nous sommes réunis à plusieurs reprises depuis le 7 octobre et avons examiné quatre projets de résolution. Cependant, nous restons dans l'impasse en raison de désaccords internes, en particulier entre certains membres permanents, et du fait que d'aucuns utilisent le Conseil pour atteindre leurs propres objectifs au lieu de placer la protection des civils au-dessus de tout. La crise humaine grave et sans précédent à laquelle nous sommes confrontés exige que l'on renonce aux rivalités stériles. Le fait que de vieux antagonismes rendent le Conseil incapable de s'acquitter de la responsabilité qui lui incombe de préserver la paix et la sécurité internationales est moralement inacceptable.

Ne nous leurrions pas. Le monde entier a les yeux rivés sur nous et il ne va pas passer sous silence notre pénible incapacité à agir. Tous ceux qui nous regardent constatent que notre incapacité à nous unir pour mettre fin à la crise humaine à laquelle nous sommes confrontés aujourd'hui remet en question la raison d'être même du Conseil. Il a

même été dit que cet organe, le Conseil de sécurité, gît sous les décombres de Gaza avec les corps des civils. La différence est que nous pouvons être notre propre sauveur. Nous devons simplement faire ce qui est juste, c'est-à-dire épargner des vies innocentes du fléau de la guerre. Il est peut-être encore temps de sauver le Conseil et de conserver l'espoir que beaucoup d'entre nous nourrissent encore quant à notre capacité à être fidèles à notre mandat au titre de la Charte des Nations Unies. Cela ne sera possible que s'il existe une volonté politique suffisante pour parvenir à un compromis et pour faire preuve d'un minimum d'équilibre et d'ouverture dans notre diagnostic et sur la voie à suivre. Un échec, un échec de plus, se traduira par un coût de plus en plus élevé, surtout en vies humaines, mais aussi pour le multilatéralisme en général et pour l'ONU et le Conseil en particulier.

L'espoir d'un consensus a semblé émerger la semaine dernière en écho à l'appel du Secrétaire général en faveur d'un cessez-le-feu humanitaire, lorsque l'Assemblée générale, dans le cadre de la reprise de sa dixième session extraordinaire d'urgence, a adopté la résolution ES-10/21, appelant à une trêve humanitaire, menant à la cessation des hostilités. Une lueur d'espoir est également apparue lorsque le Secrétaire général, qui s'était personnellement rendu dans la région pour évaluer la situation sur le terrain, a annoncé l'ouverture du poste-frontière de Rafah pour des premières livraisons d'aide. En outre, des otages ont été libérés.

L'Organisation des Nations Unies, par l'intermédiaire de son Secrétariat, sous la direction du Secrétaire général António Guterres, de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) et d'autres organes et organismes, ont travaillé sans relâche pour faire face à la crise humaine à laquelle nous sommes confrontés. Il incombe maintenant au Conseil de sécurité de lui emboîter le pas. Le prix de l'inaction est inacceptable. On ne saurait trop insister sur l'urgence croissante de prendre des mesures en faveur des familles des otages et de soulager la douleur insupportable de la population civile de Gaza. Les premières mesures positives prises par les organes et organismes des Nations Unies ne suffisent pas, car l'escalade du conflit aggrave la situation d'heure en heure.

La pertinence de l'adoption d'un projet de résolution par le Conseil de sécurité réside dans la nécessité d'une aide humanitaire soutenue et de la garantie de conditions de travail sûres pour les personnes participant à la libération des otages et au travail humanitaire. La cessation des hostilités est donc dans l'intérêt de la population civile des deux parties. Au risque d'énoncer une évidence, je tiens à le dire sans détour : les otages ne peuvent être

libérés et l'aide humanitaire ne peut être acheminée sous les bombardements. C'est pourquoi le Brésil et les autres membres élus du Conseil travaillent sans relâche pour tenter d'amener cet organe à agir de manière plus décisive depuis la précédente épreuve de force autour des projets de résolution proposés sur le sujet.

Pour le Brésil, les principaux objectifs sont clairs. Il s'agit de la libération immédiate et sans condition de tous les otages et de la fin des violences, quelles que soient les modalités convenues, sans plus attendre, afin qu'une aide humanitaire rapide, sûre, sans entrave et suffisante puisse être apportée à la population de Gaza, qui souffre tant. Outre les 8 000 vies déjà perdues, de nombreuses autres personnes sont sur le point de connaître le même sort, car les hôpitaux n'ont pas les moyens de continuer à fournir aux patients les soins de base. Il est donc urgent et impératif de faire parvenir des ressources essentielles à tous les habitants de Gaza, notamment de l'eau, de la nourriture, des fournitures médicales, du carburant et de l'électricité. Des opérations chirurgicales sont pratiquées sans anesthésie et des vies sont perdues dans les hôpitaux en raison du manque d'électricité et des fournitures médicales les plus élémentaires. La nourriture et l'eau sont rares et les prix ont flambé. Pour l'instant, le flux d'aide humanitaire n'est guère plus qu'une opération pour les caméras. Des chars et des troupes sont sur le terrain à Gaza, et le temps d'agir est compté.

Voici les questions que je pose aux membres du Conseil de sécurité. Si nous n'agissons pas aujourd'hui, quand agirons-nous ? Combien de vies seront encore perdues avant que nous passions enfin de la parole aux actes ? Il est également essentiel et urgent de permettre l'évacuation sûre et immédiate des ressortissants étrangers de Gaza et d'ailleurs dans la région s'ils se sentent menacés.

Si tous les États ont le droit et le devoir de protéger leurs citoyens, leurs actions doivent être conformes au droit international et au droit international humanitaire, en particulier aux principes de distinction, de proportionnalité, de précaution, de nécessité militaire et d'humanité. Le droit et le devoir de protéger la population d'un État ne peuvent et ne doivent pas se faire au prix d'un plus grand nombre de morts parmi les civils et d'une plus grande destruction des infrastructures civiles. Comme nous l'a rappelé à plusieurs reprises le Secrétaire général Guterres, même les guerres ont des règles. Toute attaque menée sans discrimination contre des civils et des infrastructures critiques, qui prive les civils de biens et de services de base, est moralement injustifiable et illégale au regard du droit international humanitaire. Le Brésil condamne fermement les actions qui brouillent la frontière entre civils et combattants.

Aujourd'hui, le Commissaire général de l'UNRWA a mis en lumière la réalité sombre et décourageante à Gaza, soulignant le niveau terrible de destruction des infrastructures civiles et la perte tragique de vies innocentes, y compris de femmes, d'enfants et d'au moins 35 membres du personnel de l'UNRWA. L'Organisation mondiale de la Santé a continué d'insister sur la nécessité urgente d'une cessation des violences et d'une action humanitaire, alors que l'infrastructure sanitaire de Gaza est sur le point de s'effondrer. Au-delà des considérations humanitaires immédiates et très urgentes, la stabilité régionale est menacée et les répercussions pourraient être catastrophiques. Le Brésil appelle à un changement de cap uni en faveur de la désescalade et demande à toutes les parties d'agir avec la plus grande retenue. Une cessation des hostilités est nécessaire de toute urgence pour créer les conditions d'un cessez-le-feu complet, durable et respecté, et d'une reprise d'un processus de paix crédible. C'est tout cela qui est en jeu alors que nous nous efforçons d'amener le Conseil à parler d'une seule voix.

Le droit international humanitaire offre une voie claire pour éviter, ou du moins atténuer fortement, les souffrances des civils. Le cadre de l'action collective est clair. Notre réponse collective à la crise, dont nous craignons tous qu'elle ne s'aggrave davantage si rien n'est fait, sera un moment décisif pour l'ONU. Il est saisissant de constater que le Conseil de sécurité n'a pas un bilan satisfaisant en ce qui concerne le maintien de la paix et de la sécurité internationales au Moyen-Orient. Les questions liées à la région, en général, ont fait l'objet de 35 % des 250 veto des membres permanents. Depuis 2016, le Conseil n'a pas été en mesure d'adopter une seule résolution sur la situation en Palestine. La situation au Moyen-Orient est donc l'une des questions face à laquelle le Conseil est le plus paralysé. Cette impasse révèle l'inefficacité du système de gouvernance et du manque de représentation de certaines parties du monde dans cet organe.

Prendre une décision sur les aspects humanitaires de la crise actuelle ne remédiera certainement pas à l'échec historique du Conseil concernant la situation au Moyen-Orient. Mais cela permettra de mettre un terme immédiatement à toujours plus de souffrances humaines.

Je reprends à présent mes fonctions de Président du Conseil de sécurité.

M^{me} Nusseibeh (Émirats arabes unis) (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, de votre présence parmi nous à New York aujourd'hui et de l'engagement particulier dont le Brésil fait preuve en faveur de la paix dans notre région. Je remercie tout

particulièrement les intervenants d'aujourd'hui et leurs équipes pour le travail dévoué qu'ils accomplissent dans les circonstances les plus inimaginables sur le terrain, dans la bande de Gaza.

J'ai été particulièrement ébranlée par le récent message du Commissaire général Lazzarini adressé à son personnel ce week-end, dans lequel il a déclaré qu'il ne cessait d'espérer que cet enfer sur Terre prendrait bientôt fin. Je tiens à présenter les sincères condoléances des Émirats arabes unis pour les 64 employés de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) qui ont été tués dans cette guerre. Ils ont consenti le sacrifice ultime pour le travail essentiel que l'ONU accomplit chaque jour partout dans le monde, et nous n'avons pas su les protéger.

Vendredi dernier, 121 pays, représentant l'écrasante majorité du monde, ont lancé un appel sans équivoque en faveur d'une trêve humanitaire immédiate, durable et soutenue à Gaza. Ils ont défendu l'impératif humanitaire, les droits humains, le droit international mais aussi et surtout, cette évidence : les vies palestiniennes sont précieuses, égales et méritent la pleine protection du droit. Nous avons entendu beaucoup de personnes affirmer que les 2,2 millions de Palestiniens de Gaza ne sont pas le Hamas, qu'il ne s'agit pas d'une guerre contre eux, et, même si ces paroles sont bienvenues, il est temps que nos actes le montrent. Les quelque 8 000 personnes qui ont été tuées à Gaza, et comme nous l'avons entendu aujourd'hui, 70 % d'entre elles étaient des femmes et des enfants, n'étaient certainement pas toutes des membres du Hamas. Près d'un millier d'enfants sont portés disparus et pourraient être coincés ou morts sous les décombres. Ils ne font pas partie du Hamas. Allons-nous les aider ? Le nombre d'enfants palestiniens tués en seulement trois semaines de bombardements d'Israël sur Gaza dépasse le nombre total d'enfants tués chaque année dans tous les conflits du monde ces quatre dernières années. Comme l'a si bien dit M^{me} Russell, si cette situation n'est pas une tache sur notre conscience morale, qu'est-ce qui le sera ? Les enfants méritent notre protection particulière, ils ont droit à cette protection aujourd'hui.

Si nous nous appuyons sur l'autorité morale de l'Assemblée générale dans d'autres contextes, nous devons également la respecter dans celui-ci. En effet, les membres du Conseil de sécurité ont exprimé à maintes reprises leurs inquiétudes face à l'effritement de l'ordre international. En faisant fi de la volonté exprimée par la majorité des pays du monde, le Conseil pourrait être le catalyseur de son effondrement. Nous avons besoin d'un cessez-le-feu maintenant.

Comme l'a déclaré le Ministre brésilien des affaires étrangères, M. Vieira, nous devons veiller à ce qu'une aide humanitaire sûre, durable et à la hauteur des besoins parvienne à Gaza dès maintenant, et que l'accès à l'électricité, à l'eau potable et au carburant soit rétabli sans tarder.

En raison de la coupure des services de téléphonie mobile et d'Internet pendant le week-end, effectuée dans le cadre de cette offensive, des civils blessés ont dû chercher de l'aide dans l'obscurité. Comme nous l'avons entendu aujourd'hui, il y a eu plus de 76 attaques contre des installations de soins de santé, dont 20 hôpitaux et cliniques endommagés ou détruits. Plus de 650 000 personnes sont hébergées dans les installations de l'UNRWA. Je tiens à être totalement claire sur ce point : ces sites sont protégés par le droit international humanitaire. Annoncer qu'ils sont des cibles ou lancer des avertissements pour qu'ils soient évacués ne modifie aucunement, et j'insiste sur ce point, leur statut d'installation protégée. Les ordres d'évacuation dangereux et irréalistes doivent être révoqués. Samedi, le Croissant-Rouge palestinien a signalé avoir reçu des avertissements d'Israël lui disant d'évacuer immédiatement l'hôpital Al-Qods, qui accueille des centaines de patients, dont des nouveau-nés en couveuse. Environ 12 000 civils y trouvent également refuge en ce moment même, pendant que nous sommes assis dans cette salle à New York et que nous discutons encore et encore, débattant de la formulation de notre projet de résolution et de notre réponse humanitaire. Donner un ordre d'évacuation dans ces conditions est cruel et irresponsable, et nos atermoiements au Conseil de sécurité le sont tout autant.

Toute la population civile de Gaza est menacée par l'escalade des hostilités, de même que les otages israéliens et internationaux injustement enlevés par le Hamas. Alors que nos regards sont braqués sur Gaza, la Cisjordanie occupée n'est pas non plus épargnée par la violence. Les colons israéliens intensifient leurs attaques contre les civils palestiniens et les forcent à se déplacer. L'État d'Israël doit prévenir ces attaques. Dans l'ensemble de la région, plusieurs avertissements crédibles d'une escalade plus importante ont été lancés. Les tambours de la guerre se font entendre. Pour prendre ces avertissements au sérieux, il faut commencer par mettre un terme à la guerre à Gaza. Nous ne renforçons pas la sécurité d'Israël en lui permettant de poursuivre ses exactions. Tolérer cette guerre dont les civils paient le prix ne permettra pas d'annuler les attaques odieuses du 7 octobre. Faire fi de ce qui pourrait se produire chaque jour aura des conséquences dévastatrices, non seulement pour les Israéliens et les Palestiniens, mais aussi sur les perspectives de paix et de stabilité dans notre région.

Alors que nous nous efforçons de répondre à l'appel clair lancé par l'Assemblée générale à cet organe pour qu'il s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en vertu de la Charte des Nations Unies, nous devons toujours garder à l'esprit les dernières paroles de celles et ceux qui nous ont quittés, afin que leur mémoire soit une bénédiction pour nous. Aujourd'hui, je voudrais citer une poétesse arabe, Heba Abu Nada, une Palestinienne tuée à Khan Younès, il y a quelques jours.

« Mon cercle d'amis diminue, se transformant en petits cercueils éparpillés un peu partout. Des missiles sont tirés, et je ne peux saisir ces instants furtifs avec mes amis. Ils ne sont pas seulement des noms ; dotés d'un visage et d'une identité uniques, ils sont notre reflet. »

Nous n'avons peut-être pas protégé les morts, mais nous devons canaliser notre peine et sauver les vivants. Il nous reste peu de temps pour changer de cap. Ce que les 121 pays et nous préconisons est peut-être la voie la plus ardue à suivre, mais l'histoire nous met en garde quant à ce qui nous attend si nous ne l'empruntons pas.

M. Zhang Jun (Chine) (*parle en chinois*) : Pour commencer, je remercie le Brésil d'avoir organisé la séance d'aujourd'hui à la demande des Émirats arabes unis et de la Chine. Je remercie le Commissaire général Lazzarini, la Directrice générale Russell et M^{me} Doughten de leurs exposés. Leurs exposés ont une fois de plus souligné la gravité de la situation à Gaza et la nécessité urgente que le Conseil agisse. Vendredi dernier, dans le cadre de sa dixième session extraordinaire d'urgence, l'Assemblée générale a adopté à une écrasante majorité la résolution ES-10/21, qui demande une trêve humanitaire immédiate, durable et soutenue menant à la cessation des hostilités, reflétant ainsi les appels généralisés de la communauté internationale. Israël a, de manière regrettable et inacceptable, fait la sourde oreille aux préoccupations collectives de la communauté internationale, choisi d'intensifier ses opérations militaires à Gaza et officiellement déclaré le lancement d'un assaut terrestre.

Le Secrétaire général Guterres a averti que la population de Gaza était face à une avalanche de catastrophes. Gaza, dont la densité de population est l'une des plus élevées au monde, est un territoire soumis à un blocus depuis 16 longues années. Ses 2,3 millions d'habitants innocents vivent dans une angoisse absolue au milieu des bombardements aveugles et sont privés d'eau, d'électricité, de nourriture et de carburant depuis 21 jours. Le week-end dernier, les communications ont été coupées pendant près de 36 heures. Si rien n'est fait, la situation deviendra encore

plus incontrôlable et une catastrophe humanitaire encore plus grave sera inévitable. Nous exprimons toute notre sympathie à la population gazaouite, qui se débat entre la vie et la mort, et nous sommes tout aussi profondément inquiets, sinon plus, concernant les perspectives du processus de paix au Moyen-Orient, qui est sur le point de s'effondrer.

La Chine appelle solennellement les parties au conflit à cesser toutes les hostilités, à se désengager immédiatement, à instaurer une trêve humanitaire et à tout mettre en œuvre pour empêcher la situation de s'aggraver encore. La Chine appelle solennellement Israël, en tant que Puissance occupante, à honorer ses obligations en vertu du droit international humanitaire, à lever le siège de Gaza, à annuler immédiatement son ordre d'évacuation et à rétablir rapidement l'approvisionnement en produits de première nécessité, afin d'éviter une catastrophe humanitaire encore plus importante. La Chine appelle solennellement à intensifier les efforts diplomatiques pour faciliter la libération immédiate des otages et à œuvrer sur cette base à l'ouverture d'un espace de dialogue afin de revenir sur la voie d'un règlement politique. La Chine appelle solennellement les puissances dotées d'une influence particulière sur les parties concernées à mettre de côté leurs intérêts et considérations géopolitiques propres et à faire tout leur possible pour faire cesser la guerre et rétablir la paix.

L'histoire longue de plusieurs décennies de la question palestinienne nous a appris que les moyens militaires ne sont pas la solution. Il est impossible de parvenir à une sécurité absolue en imposant une peine collective aux civils, et répondre à la violence par la violence ne fera qu'exacerber la haine et la confrontation. Nous appelons les parties au conflit à cesser de s'en remettre aveuglément à l'emploi de la force et à s'engager à rompre le cycle de la violence et à instaurer une sécurité commune.

Il n'y a pas de pare-feu à Gaza. C'est un mythe dangereux que de penser qu'il est possible de contenir la guerre dans cette région. En laissant les combats se poursuivre à Gaza, il est fort à craindre qu'ils dégèrent en une catastrophe militaire qui embrasera l'ensemble de la région. La situation en Cisjordanie et le long de la frontière libano-israélienne est déjà un signal d'alarme. Nous appelons toutes les parties qui s'inquiètent d'un débordement du conflit à se mobiliser en faveur d'un cessez-le-feu à Gaza. Tant que la guerre fera rage, de nouvelles violations du droit international humanitaire sont inévitables. Sans un cessez-le-feu global, l'aide humanitaire, aussi importante soit-elle, ne sera qu'une goutte d'eau dans l'océan. Ce dont la population de Gaza a besoin aujourd'hui, ce n'est pas que le Conseil se contente de réaffirmer l'importance du droit international humanitaire et de répéter

des promesses de protection qui n'ont pas été tenues. Elle a besoin d'actions concrètes pour rétablir la paix, faire respecter l'état de droit et sauver des vies.

Le Conseil a tenu plusieurs séances sur la situation en Palestine et en Israël à ce jour, et l'on ne peut pas dire qu'il y ait eu une absence totale de consensus. En outre, la résolution qui vient d'être adoptée par l'Assemblée générale a orienté le Conseil dans la bonne direction. Face à la situation actuelle critique, la Chine appelle une fois de plus solennellement le Conseil à faire preuve d'une plus grande unité, à dégager un consensus et à prendre des mesures responsables et concrètes dans les plus brefs délais. Nous sommes convaincus qu'en se concentrant sur les questions les plus urgentes, telles que le cessez-le-feu, la fin des combats, la protection des civils et la prévention d'une catastrophe humanitaire de plus grande ampleur, les membres du Conseil peuvent parvenir à un consensus. C'est d'ailleurs ce qu'ils doivent faire. À ce stade, se taire revient à acquiescer et ne rien faire revient à donner le feu vert. Le monde entier a les yeux rivés sur nous et le choix que nous faisons restera gravé dans l'histoire.

M^{me} Thomas-Greenfield (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je remercie sincèrement le Commissaire général Lazzarini, la Directrice générale Russell et la Directrice Doughten et leurs équipes du travail courageux qu'ils accomplissent dans ces circonstances des plus difficiles.

Les intervenants humanitaires se sont mobilisés, comme ils le font toujours, pour tenter de sauver des vies au milieu de la crise humanitaire à Gaza. Ce travail est héroïque, mais il est tragiquement assorti d'un grand risque. Nous pleurons les plus de 60 membres du personnel des Nations Unies qui ont été tués à Gaza depuis le début de ce conflit. La vie du personnel des Nations Unies doit être protégée. La vie des travailleurs humanitaires doit être protégée. La vie des journalistes doit être protégée. La vie de tous les civils – civils innocents, Israéliens et Palestiniens, hommes et femmes, enfants et personnes âgées – doit être protégée. Il n'y a pas de hiérarchie lorsqu'il s'agit de protéger la vie des civils : un civil est un civil.

Cela fait trois semaines que le Hamas a tué plus de 1 400 civils innocents et pris plus de 200 personnes en otage. Ses militants à Gaza continuent de faire pleuvoir les roquettes en direction d'Israël. Les citoyens de dizaines d'États Membres sont toujours retenus en otage par le Hamas. En outre, la crise humanitaire à Gaza s'aggrave de jour en jour.

En ces temps de douleur, de chagrin et de souffrance, nous devons tous nous rassembler. Nous devons tous nous rassembler pour demander la libération immédiate et sans condition de tous les otages, répondre aux

immenses besoins humanitaires des civils palestiniens à Gaza, affirmer le droit d'Israël de se défendre contre le terrorisme et rappeler à tous les acteurs que le droit international humanitaire doit être respecté. Cela signifie que le Hamas ne doit pas se servir des Palestiniens comme de boucliers humains, ce qui est un acte d'une cruauté impensable et une violation du droit de la guerre. Cela signifie également qu'Israël doit prendre toutes les précautions possibles pour éviter de porter préjudice aux civils.

Hier, le Président Biden s'est entretenu avec le Premier Ministre Netanyahu et a réaffirmé que, si Israël a le droit et la responsabilité de défendre ses citoyens contre le terrorisme, il doit le faire dans le respect du droit international humanitaire. Le fait que le Hamas opère à l'intérieur et sous le couvert de zones civiles constitue un fardeau supplémentaire pour Israël. Toutefois, cela n'enlève rien à sa responsabilité de faire la distinction entre les terroristes et les civils innocents.

Les États-Unis sont également très préoccupés par la montée en flèche de la violence contre les civils palestiniens en Cisjordanie. Nous condamnons les meurtres de civils palestiniens et exhortons Israël à prévenir ces attaques, en collaboration avec l'Autorité palestinienne. L'Administration Biden partage également l'inquiétude de la communauté internationale quant aux coupures de télécommunications à Gaza. Nous l'avons clairement fait comprendre aux dirigeants israéliens, et nous croyons savoir que les réseaux de communication ont commencé à être rétablis. C'est indispensable. La coupure des télécommunications met en péril la vie des civils, du personnel des Nations Unies et des travailleurs humanitaires, et risque d'exacerber la crise humanitaire à Gaza.

Des vies sont en jeu et nous devons tous nous mobiliser, comme l'ont fait les États-Unis. Nous sommes le principal donateur en faveur du peuple palestinien, ayant versé plus d'un milliard de dollars à l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient depuis 2021, et le Président Biden a récemment annoncé une aide humanitaire supplémentaire de 100 millions de dollars pour la population palestinienne à Gaza et en Cisjordanie.

Mais bien entendu, aucune aide, quel qu'en soit le montant, ne comptera si elle ne peut parvenir aux personnes dans le besoin, et les États-Unis continuent de collaborer avec Israël, l'Égypte, l'ONU et d'autres partenaires pour faciliter l'acheminement rapide et durable de l'aide. L'approvisionnement en denrées alimentaires, en carburant, en eau et en médicaments et les autres services essentiels doivent être rétablis. Et bien que le nombre de

camions entrant à Gaza continue d'augmenter, il est loin d'être suffisant. Il est urgent d'augmenter le volume de l'aide humanitaire qui arrive à Gaza. Nous devons faire tout ce qui est possible pour sauver des vies, et le Président Biden s'est dit favorable à des pauses humanitaires dans les combats afin de permettre aux otages de quitter la zone et à l'aide humanitaire d'arriver à Gaza et d'être distribuée à la population et de permettre le libre passage des civils, ce qui aidera les habitants à accéder à l'aide humanitaire ou à se mettre à l'abri dans des endroits plus sûrs.

Par ailleurs, nous continuons à exhorter tous les États Membres à œuvrer pour empêcher la propagation de la crise. La semaine dernière, le Secrétaire d'État Blinken a demandé au Conseil d'envoyer à l'unisson un message ferme à tout acteur étatique ou non étatique qui envisagerait d'ouvrir un nouveau front contre Israël ou qui viserait les partenaires d'Israël, y compris les États-Unis, pour leur dire de s'abstenir. Il s'agit d'une question de paix et de sécurité internationales, et le Conseil doit faire entendre sa voix.

C'est l'une des nombreuses raisons pour lesquelles, la semaine dernière, les États-Unis ont présenté un projet de résolution solide et équilibré au Conseil de sécurité (S/2023/792), sur lequel nous avons consulté tous les États Membres et sur lequel nous nous sommes employés à dégager un consensus. Le projet de résolution a reçu l'appui de la majorité des membres du Conseil, mais la Russie et la Chine ont bloqué son adoption (voir S/PV.9453). À la suite de ce veto, les négociations se sont poursuivies à l'Assemblée générale, où les États Membres ont été invités à voter pour le projet de résolution A/ES-10/L.25, qui était manifestement dépourvu de toute objectivité et dans lequel il manquait deux mots essentiels, à savoir « Hamas » et « otage ». Ces omissions délibérées renforcent les moyens d'action violents du Hamas et couvrent ses exactions. Durant la reprise de la session extraordinaire d'urgence, nous avons également entendu quelques États Membres approuver implicitement les actes de violence du Hamas. Honnêtement, j'ai été choquée et consternée. C'est scandaleux, et cela doit être dénoncé. Il est absolument inadmissible que les agissements du Hamas ne soient pas condamnés par l'Assemblée générale.

Comme je l'ai déjà dit, les États-Unis continueront à collaborer avec tout membre du Conseil et tout État Membre de l'ONU qui est déterminé à adopter un projet de résolution solide et équilibré. Mais tout produit du Conseil doit appuyer les efforts diplomatiques directs qui peuvent sauver des vies et faire progresser les perspectives d'un avenir plus pacifique et plus sûr pour la région. Même en ces moments difficiles, nous devons faire perdurer l'espoir.

Nous devons œuvrer à un avenir meilleur, un avenir où les Israéliens et les Palestiniens jouissent du même degré de sécurité, de liberté, de justice et de dignité et ont les mêmes possibilités, un avenir où les Palestiniens réalisent leur droit légitime à l'autodétermination et à la création d'un État qui leur soit propre, un avenir où deux États démocratiques, Israël et la Palestine, vivent côte à côte dans la paix. Ce n'est pas l'avenir que souhaite le Hamas, mais c'est l'avenir auquel nous devons tous œuvrer ensemble.

M. Pérez Loose (Équateur) (*parle en espagnol*) : Je tiens tout d'abord à remercier M. Philippe Lazzarini, M^{me} Lisa Doughten et M^{me} Catherine Russell de leurs exposés de cet après-midi, qui étaient peu encourageants, et de tous les efforts déployés par l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires et l'UNICEF dans les conditions si difficiles auxquelles ces entités sont confrontées dans la région.

Les événements survenus à Gaza sont très préoccupants. La population civile est dans une situation désespérée, l'aide qui arrive est insuffisante et l'avenir est incertain et menaçant. La coupure des télécommunications, dont il vient d'être question, et le début de l'offensive militaire terrestre aggravent la situation.

L'Équateur apprécie à leur juste valeur les efforts déployés pour rendre viable l'entrée de fournitures vitales en provenance d'Égypte et espère qu'un système pourra être mis en place pour permettre un approvisionnement suffisant et constant de la population civile. Nous reconnaissons le droit des pays de protéger leurs populations, lorsque le droit international le permet, tout en rappelant l'obligation de le faire dans le respect du droit international et du droit international humanitaire en toute circonstance, comme nous et d'autres membres du Conseil l'avons dit à plusieurs reprises.

L'Équateur réaffirme son appui à l'action menée par le Secrétaire général, ainsi qu'au système des Nations Unies et aux efforts déployés par ses organismes chargés de fournir une assistance humanitaire à la population touchée par ce conflit.

Mon pays a demandé avec insistance que l'on empêche la violence de se propager à d'autres zones de la région. Aujourd'hui, j'insiste tout particulièrement sur la nécessité d'éviter d'exacerber les tensions et d'alimenter la violence en Cisjordanie et à la frontière israélo-libanaise, et j'appelle une nouvelle fois les parties à agir de manière responsable et à faire preuve de bon sens. Dans le cas contraire, cela ne fera qu'entraîner davantage de décès et de souffrances.

Comme je l'ai dit à maintes reprises au cours des dernières semaines, le Conseil doit faire entendre sa voix face à l'explosion de violence dans la région et à ses très graves conséquences humanitaires. Il est indispensable de ne ménager aucun effort à cette fin, surtout en veillant à parvenir à des accords avec les pays qui ont le pouvoir d'empêcher, par leur seule volonté, l'adoption d'une décision à la majorité au Conseil.

Il convient de rappeler que l'exercice d'un plus grand pouvoir s'accompagne d'une responsabilité accrue. Le Conseil doit garder à l'esprit que l'Organisation a été créée pour défendre la dignité et la valeur de la personne humaine, pour faire prévaloir la raison dans les relations internationales et pour tenter de bâtir un monde meilleur pour tous. Il est de notre devoir de nous efforcer d'être toujours à la hauteur de cette mission.

M^{me} Baeriswyl (Suisse) : Je tiens à vous remercier, Monsieur le Président, de présider pour une seconde fois une séance d'urgence du Conseil de sécurité sur la situation au Moyen-Orient ce mois. Je tiens aussi à remercier le Commissaire général de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), M. Philippe Lazzarini ; la Directrice de la Division du financement de l'action humanitaire et de la mobilisation de ressources du Bureau de la coordination des affaires humanitaires, M^{me} Lisa Doughten ; et la Directrice générale de l'UNICEF, M^{me} Catherine Russell, pour leurs présentations et surtout, pour tous leurs efforts dans ces circonstances particulièrement tragiques.

Nous présentons nos très sincères condoléances à l'ONU, en particulier à l'UNRWA, pour les dizaines de collaborateurs et collaboratrices morts dans l'exercice de leurs fonctions. Nos condoléances vont également aux proches des milliers de civils israéliens et palestiniens, dont plus d'un tiers d'enfants, qui ont si tragiquement et tristement perdu la vie ces dernières semaines.

Depuis le 7 octobre, la Suisse a fermement condamné les actes de terreur, les tirs indiscriminés de roquette contre la population israélienne et la prise d'otages menée par le Hamas. Dans ce contexte, la Suisse a exprimé sa solidarité envers la population israélienne. Tous les otages retenus à Gaza doivent être libérés immédiatement et inconditionnellement. Nous avons reconnu la volonté légitime de défense et de sécurité nationales d'Israël, rappelant que la sécurité légitime et la nécessité militaire sont prises en compte par le droit international humanitaire, qui doit être respecté par toutes les parties au conflit. Nous soulignons une fois encore le caractère

obligatoire de toutes ses règles, sans exception, en particulier les principes de distinction, de proportionnalité et de précaution dans la conduite des hostilités. Il est nécessaire que des enquêtes soient menées sur toutes les violations du droit international, afin que leurs auteurs puissent être traduits en justice.

Comme elle l'a fait à maintes reprises, la Suisse réitère que l'application du droit international humanitaire et des droits humains, notamment la protection des civils, est et doit rester une priorité du Conseil. Il faut donc impérativement protéger les civils et les personnes qui ne participent plus aux hostilités. Il faut les protéger des actes de terreur en Israël et il faut les protéger à Gaza et en Cisjordanie, où l'augmentation des violences, notamment par les colons, est inquiétante. Il convient d'exercer notre influence sur les parties au conflit afin de faire respecter le droit international humanitaire, de stopper la spirale de violence actuelle et d'empêcher qu'elle ne gagne la région.

Comme nous l'avons entendu, à Gaza, l'entière population, composée de près de la moitié d'enfants, se trouve aujourd'hui entièrement assiégée. Les infrastructures civiles, y compris les écoles de l'UNRWA, et en particulier les hôpitaux, sont protégées par le droit international humanitaire. Elles doivent pouvoir fournir sécurité et assistance aux civils. La population doit avoir accès en qualité et quantité suffisantes aux biens et services essentiels, y compris à l'eau potable, à la nourriture, aux soins médicaux et au carburant.

La Suisse s'est très activement engagée au sein du Conseil et à l'Assemblée générale pour le respect du droit international humanitaire et la mise en place de mesures, telles que des pauses ou trêves humanitaires, pour garantir l'accès de l'aide. De telles mesures, accompagnées de garanties sécuritaires, sont nécessaires pour permettre au personnel d'organisations humanitaires impartiales de travailler de manière efficace dans le but de répondre aux besoins de la population et d'atténuer l'aggravation de la crise sanitaire à Gaza. Cela est d'autant plus nécessaire à la lumière de l'intensification des hostilités ces derniers jours.

Une action unifiée du Conseil est donc plus que jamais nécessaire pour mettre fin aux violences, faire respecter le droit international et œuvrer à la paix. La Suisse continuera à déployer tous les efforts dans la recherche d'une telle action du Conseil pour qu'il assume sa responsabilité face à cette crise.

M. Biang (Gabon) : Je remercie le Commissaire général Philippe Lazzarini, la Directrice générale Catherine Russell et la Directrice Lisa Doughten pour leurs

exposés sur la situation à Gaza ces dernières heures. Je suis humainement bouleversé par leurs différents récits et témoignages.

Je remercie les Émirats arabes unis et la Chine pour l'initiative de cette séance d'urgence, parce que nous ne pouvons pas, en tant que Conseil de sécurité, rester sans réaction devant l'ampleur insoutenable de l'horreur sous nos yeux.

L'intensification des frappes aériennes d'Israël, combinée au déploiement terrestre des forces à Gaza, alourdit de façon dramatique le lourd bilan humain de la terrible guerre qui moralement nous ébranle. La paralysie du Conseil est impensable et inadmissible, alors que près de 10 000 personnes, dont 1 000 enfants, sont tuées depuis les attaques barbares du Hamas en Israël le 7 octobre dernier. Il est plus que temps que ce bain de sang cesse.

Le Gabon réitère sa ferme condamnation de toutes violences matérielles indiscriminées. Nous voulons le dire de façon très claire, les populations civiles ne doivent être ni une monnaie d'échange, ni des boucliers humains, ni l'objet de punition collective. Tous les otages doivent être libérés sans condition, et le droit à la légitime défense d'Israël doit s'exercer dans le respect du droit international humanitaire et des principes de proportionnalité, de précaution et de distinction. Le cycle déshumanisant de violence contre les populations civiles doit immédiatement cesser.

Au sein du Conseil, nous devons transcender les liens d'inaction politiques et géopolitiques, ainsi que les clivages et rivalités stériles, pour exiger l'arrêt immédiat des hostilités et un accès sans entrave de l'aide humanitaire aux populations dans le besoin qui se trouvent piégées dans les ruines dévastées de Gaza.

Le Gabon appelle au respect et à la mise en œuvre de la résolution ES-10/21 adoptée par l'Assemblée générale le 26 octobre. Nous saluons les efforts dans la recherche de l'apaisement des pays de la région, tout en faisant écho à l'appel du Secrétaire général de l'ONU à un cessez-le-feu humanitaire. Nous réitérons notre appel à la retenue et encourageons tous les États qui ont une influence sur les parties à redoubler d'efforts pour les amener à choisir la paix et à préserver les vies humaines.

Nous sommes tous conscients du risque que fait peser le conflit israélo-palestinien sur la paix et la stabilité de l'ensemble de la région et au-delà. Nous devons éviter un embrasement qui soit un chemin de non-retour vers le chaos.

Je voudrais terminer en réaffirmant la conviction de mon pays que la diplomatie, le dialogue et la négociation,

avec un rôle central de l'ONU, sont et demeurent les canaux incontournables pour parvenir à une solution durable à cette crise meurtrière. Nous réitérons notre attachement à la solution des deux États.

M^{me} Frazier (Malte) (*parle en anglais*) : J'adresse mes remerciements aux intervenants d'aujourd'hui pour leurs exposés percutants, et je remercie et félicite aussi leurs équipes du travail important qu'elles accomplissent sur le terrain. Nous présentons nos sincères condoléances au Commissaire général Lazzarini pour la perte tragique du personnel de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) au cours des dernières semaines. L'Office est depuis des années une force stabilisatrice majeure dans la région. Il a effectué ces derniers jours un travail absolument héroïque et peut compter sur notre plein appui.

Malte est vivement préoccupée par la situation désespérée à Gaza. De telles opérations militaires auront sans aucun doute des répercussions dévastatrices sur les plus de 2 millions de civils pris au piège dans l'enclave. N'oublions pas que ces civils étaient déjà extrêmement vulnérables et vivaient dans des conditions terribles.

Ces derniers jours, des milliers de personnes ont pénétré dans les entrepôts et les centres de distribution de l'UNRWA, s'emparant du blé, de la farine et d'autres produits de base. Cela montre à quel point la situation sur le terrain est désespérée et constitue un signe inquiétant que l'ordre civil commence à s'effondrer.

Dans le même temps, les tirs incessants de roquettes effectués par le Hamas sur le territoire israélien, dont certaines atteignent Tel-Aviv, sont tout à fait inacceptables. Nous rejetons et condamnons sans ambiguïté ces attaques barbares, notamment l'attentat perpétré le 7 octobre et la prise d'otages. Il s'agit là d'actes terroristes odieux. Nous appelons une nouvelle fois le Hamas à libérer sur-le-champ tous les otages sains et saufs et sans condition, et nous exhortons les parties influentes à poursuivre les négociations à cette fin.

Malte condamne toutes les violences commises contre les civils. Toutes les parties au conflit sont tenues de respecter le droit international, y compris le droit international humanitaire et le droit international des droits de l'homme. Elles doivent prendre toutes les précautions possibles pour éviter et, en tout état de cause, réduire au minimum les dommages causés aux civils et aux biens de caractère civil. Je pense notamment aux biens indispensables à la survie de la population civile.

Nous sommes profondément bouleversés par les effets du conflit sur les enfants palestiniens et israéliens. Des milliers d'entre eux ont péri, tandis que ceux qui sont encore en vie souffrent de traumatismes psychologiques inconcevables. Nous soulignons que les meurtres ou les mutilations d'enfants, les attaques contre les écoles, les hôpitaux et les lieux de culte, ainsi que le refus d'autoriser l'accès des enfants à l'aide humanitaire, constituent tous des violations graves. Nous nous faisons également l'écho des préoccupations exprimées au sujet des enfants détenus par le Hamas. Nous renouvelons notre appel à leur libération immédiate et à la prise en compte prioritaire de leurs besoins particuliers en matière de protection.

La crise humanitaire à Gaza ne peut plus être passée outre. Il y a urgence à agir. C'est pourquoi nous avons voté, vendredi dernier, pour la résolution ES-10/21 de l'Assemblée générale lors de la reprise de la dixième session extraordinaire d'urgence. Nous nous félicitons des dispositions de la résolution qui appellent à une trêve humanitaire immédiate, durable et soutenue menant à la cessation des hostilités, qui constitue l'exigence minimale pour assurer la protection des civils.

Dans le même temps, nous demeurons préoccupés par le fait que le Conseil se montre incapable d'agir face à l'accélération de la crise. Nous reprenons à notre compte le message du Secrétaire général selon lequel nous vivons un moment de vérité. Notre priorité immédiate doit être de remédier à la catastrophe humanitaire en cours et d'inverser l'escalade actuelle. Nous exhortons les membres du Conseil à s'unir de bonne foi et à agir avec détermination dans l'intérêt de la sécurité régionale et internationale. Nous soulignons également qu'il est inacceptable que les acteurs humanitaires qui travaillent dans les conditions les plus dangereuses et les plus extraordinaires qui soient pour protéger les civils de Gaza doivent aussi souffrir de la coupure des communications. La possibilité de communiquer de la plus haute importance, non seulement pour la population civile, mais aussi pour permettre aux intervenants humanitaires de poursuivre leur travail essentiel.

Malte fait sien l'appel lancé dans les conclusions du Conseil européen en faveur d'un accès humanitaire continu, rapide, sûr et sans entrave à Gaza, y compris par l'intermédiaire de couloirs et de pauses humanitaires. Tous les efforts déployés par les acteurs internationaux à cet égard sont les bienvenus. En outre, nous sommes préoccupés par l'évolution dangereuse de la situation dans des zones situées en dehors de la bande de Gaza. La communauté internationale doit impérativement œuvrer de concert pour éviter un effet de contagion qui contribuerait à exacerber les tensions internes et à déstabiliser l'ensemble de la région. Malte souligne que tout plan de

paix durable et viable au Moyen-Orient doit être fondé sur la solution des deux États, conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et aux paramètres convenus au niveau international. La désescalade, la retenue et la médiation sont essentielles. Plus nous tarderons à répondre à ces impératifs, plus il sera difficile de sortir de l'abîme et de s'engager sur la voie de la paix.

M. de Rivière (France) : Je remercie le Commissaire général de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNWRA), la Directrice générale de l'UNICEF et la Directrice de la Division du financement de l'action humanitaire et de la mobilisation de ressources du Bureau de la coordination des affaires humanitaires pour leurs exposés.

Les attaques terroristes du Hamas et d'autres groupes contre Israël, le 7 octobre, ont déclenché une crise sans précédent. La situation humanitaire à Gaza est dramatique. Des civils meurent chaque jour, dont de nombreux enfants. La population a faim. Le manque d'eau fait courir le risque d'épidémies, et les hôpitaux sont débordés. Il est urgent de garantir un accès humanitaire sans entrave à la bande de Gaza, qui a besoin de vivres, d'eau et d'électricité. Le nombre de convois doit augmenter de manière significative pour être à la hauteur des besoins. Il faut une trêve humanitaire qui pourra mener, à terme, à un cessez-le-feu. La France a augmenté de manière significative son aide humanitaire à travers l'affrètement d'un vol spécial le week-end dernier. Elle salue l'engagement du Secrétaire général, le travail des agences des Nations Unies et celui des acteurs humanitaires sur le terrain, qui travaillent dans des conditions extrêmement difficiles. Nous adressons nos plus sincères condoléances aux Nations Unies après le décès de 63 membres du personnel de l'UNRWA.

Les civils doivent pouvoir sortir de Gaza sans en être empêchés. Nous l'avons d'ailleurs demandé avec constance pour nos propres ressortissants et leurs familles depuis le 7 octobre. Rien ne saurait justifier les souffrances des civils. Ils doivent être protégés. Toutes les victimes méritent notre compassion, et toutes les vies se valent. Israël a le droit de se défendre et le devoir de le faire dans le respect du droit international humanitaire, en préservant les populations civiles. La France a voté pour la résolution ES-10/21 de l'Assemblée générale présentée par la Jordanie au nom du groupe arabe, qui demande une trêve et un accès humanitaire et de protéger les civils, qui condamne les actes terroristes et qui demande la libération immédiate et inconditionnelle des otages. Et je rappelle notre condamnation, dans les termes les plus forts, des attaques terroristes du Hamas, qui ne représente en rien les Palestiniens et qui n'a que mépris pour leurs souffrances.

Je réitère également notre demande que les otages soient libérés immédiatement et sans condition. Après le vote à l'Assemblée générale, le Conseil doit pouvoir exercer pleinement ses responsabilités et parvenir à une décision juste et fondée sur nos principes communs. La France continuera à travailler sur le nouveau projet de résolution déposé par le Brésil afin qu'il soit adopté rapidement.

L'extrême gravité de la situation à Gaza ne doit pas nous faire oublier ce qu'il se passe dans le reste des territoires palestiniens occupés. La France condamne fermement les violences perpétrées par des colons à l'encontre de la population palestinienne, qui se multiplient en Cisjordanie. Elle demande aux autorités israéliennes de les faire cesser. Nous avons le devoir d'empêcher un embrasement de toute la région. La France est très préoccupée suite à un tir d'obus ayant touché la Force intérimaire des Nations Unies au Liban dans son quartier-général au sud du Liban, le 28 octobre. Elle est engagée pour éviter une extension de ce conflit.

Cette guerre nous a rappelé, s'il en était besoin, que le monde ne pouvait plus ignorer l'aspiration légitime des Palestiniens et des Israéliens à vivre en paix et en sécurité. Nous en connaissons tous les conditions : des garanties indispensables apportées à Israël pour sa sécurité et un État pour les Palestiniens. Nous devons tous nous mobiliser afin de restaurer un horizon politique. La seule solution viable est une solution à deux États, et la France poursuivra son engagement au sein du Conseil pour que celui-ci adopte une résolution au plus vite. Nous le devons aux Israéliens et aux Palestiniens.

M. Hoxha (Albanie) (*parle en anglais*) : Je tiens à remercier le Commissaire général Lazzarini, la Directrice générale Russell et M^{me} Doughten des informations qu'ils nous ont communiquées. Nous leur rendons hommage, ainsi qu'à leur travail et à leurs équipes sur le terrain, et déplorons la perte de plus de 60 membres du personnel des Nations Unies dans l'exercice de leurs fonctions.

Les trois dernières semaines ont été tragiques pour les Israéliens et les Palestiniens, et éprouvantes pour le Moyen-Orient et pour bien d'autres ailleurs. Le nombre total de morts parmi les civils est effrayant et insoutenable. Nous adressons nos condoléances et exprimons notre profonde sympathie aux familles de toutes les victimes, tant israéliennes que palestiniennes.

La journée du 7 octobre restera un moment décisif dans l'histoire du Moyen-Orient, qui ne connaît pas de répit. Le Hamas, sa brutalité et sa terreur – le pire des comportements humains – ne seront pas oubliés et ne doivent pas l'être. Le contexte actuel extrêmement complexe voit s'accumuler des urgences concurrentes :

la réponse à la terreur et aux tirs incessants de roquettes depuis Gaza, la libération des otages, la protection des civils, la fourniture de l'aide humanitaire et le risque accru de débordement du conflit.

Je voudrais rapidement évoquer chacune d'entre elles.

Premièrement, dans l'exercice de son droit de légitime défense, que nous lui reconnaissons comme à tout autre pays attaqué et que nous soutenons, Israël est déterminé à éliminer le Hamas. Il ne faut pas y voir, à tort, une permission de punir les Palestiniens. Il ne fait aucun doute qu'il est difficile, compliqué et très exigeant de mener une guerre dans une zone aussi densément peuplée que Gaza, et que cette guerre doit être menée avec prudence et professionnalisme et dans le respect du droit international humanitaire. Nous déplorons profondément toutes les vies innocentes perdues, sans distinction. Même si les circonstances peuvent être différentes, une perte reste toujours une perte. Il faut par conséquent prendre un maximum de précautions pour ne pas porter préjudice à ceux qui se trouvent exposés à un double danger : celui du Hamas et de ses politiques, d'une part, et celui d'un combat qu'ils n'ont pas choisi, d'autre part. C'est pourquoi il est extrêmement important et urgent de tout mettre en œuvre pour que les populations civiles ne se retrouvent pas dans cette situation désespérée et sans échappatoire.

Deuxièmement, rien ne saurait justifier l'enlèvement et la prise en otage d'innocents – des enfants, des femmes et des personnes âgées –, et encore moins l'instrumentalisation dont ils font l'objet de la part du Hamas. Ils doivent être libérés. Ils doivent retrouver leur foyer. Nous saluons les efforts déployés par différents acteurs à cet égard, et les invitons à les poursuivre.

Troisièmement, une aide humanitaire sans entrave et à grande échelle doit être fournie d'urgence à toutes les personnes qui en ont besoin. Nous ne pouvons concevoir que des enfants meurent dans des hôpitaux par manque de médicaments, d'électricité, d'eau ou de communications. Nous ne pouvons concevoir que des familles entières manquent de nourriture et qu'à une situation déjà difficile s'ajoute la débâcle générale des institutions en raison de la pénurie de produits de première nécessité. Le Gouvernement israélien a promis que l'aide entrerait bientôt en abondance. Il faut que cela se fasse immédiatement. Les personnes épargnées par les combats ne devraient pas mourir de faim.

Nous essayons de nous mettre à la place d'Israël, de comprendre le traumatisme d'une terreur qui s'est déchaînée dans une fureur inoubliable, de ressentir ce que c'est que de faire face à une question existentielle, du fait de pays et de mandataires qui cherchent ouvertement à le détruire. Je ne pense pas que quiconque, ici ou ailleurs, serait à l'aise

en sachant que son voisin guette le bon moment pour le tuer. Dans ces circonstances, comment d'horribles souvenirs ne pourraient-ils pas ressurgir, les craintes et l'angoisse que rappelle la promesse du « plus jamais ça » ?

Cependant, nous nous mettons aussi à la place des Palestiniens, et nous ressentons la douleur inconcevable des civils pris au piège d'une guerre qui s'est abattue sur eux ; une guerre d'abord imposée par le Hamas et ses semblables, qui a été décidée ailleurs, par leurs maîtres, qui se frottent les mains en voyant les pertes qu'ils avaient prévues et espérées, au milieu d'un tourbillon de dangers en tous genres. Nous pensons aux Palestiniens qui voient, depuis des décennies, qu'à chaque fois que la possibilité d'un État apparaît à l'horizon, elle est contrée par ses opposants, toujours plus prompts à faire obstacle à ce projet et à le rendre de plus en plus inatteignable. Nous pensons aux milliers de personnes qui, de part et d'autre de cette terrible fracture, ont perdu leurs proches, et nous pensons aussi aux familles des otages et de tous ceux qui ont été dévastés par la mort, le chagrin et la peur du lendemain.

Les guerres sont parfois inévitables parce qu'elles sont imposées, mais elles sont toujours brutales. Elles entraînent inévitablement la destruction. Elles font des victimes et, malheureusement, des victimes parmi les personnes qui ne le méritent pas. Cela dit, même les guerres ont des lois, qui doivent être respectées. Nous croyons et nous avons l'espoir qu'il existe et qu'il doit exister un moyen d'assurer la sécurité d'Israël et de sa population tout en garantissant la sécurité et des perspectives d'avenir à tous les Palestiniens qui ne veulent pas de la guerre.

Au-delà de la tragédie qui se déroule en Israël et à Gaza, la gravité des souffrances humaines touche les gens par-delà les frontières et les identités, et nous constatons un net regain de la haine et des divisions, notamment des menaces de terrorisme et des violences ciblées. Cette polarisation marquée et souvent déroutante ne reconnaît pas notre humanité commune ni le fait que le meurtre de civils innocents, quelle que soit leur religion ou leur origine ethnique, est une faute inacceptable. Les images effroyables de cette foule assoiffée de sang qui, hier au Daghestan, recherchaient des personnes juives sont une nouvelle illustration consternante de la montée intolérable de l'antisémitisme. Personne ne devrait y être indifférent ni autoriser des rassemblements où l'on scande : « Tuez les Juifs » ou « Détruisez Israël ». C'est pour cette raison que nous avons tant besoin de sagesse, de responsabilité et d'action, à la fois sur le terrain et au Conseil. Faute de quoi, la confusion, la haine, les tensions et la violence vont perdurer non seulement à Gaza et en Cisjordanie, mais aussi ailleurs, fracturant les sociétés du Moyen-Orient et au-delà, nourries d'idéologies, de croyances et de sentiments puissants,

qui prennent le pas sur le sang-froid et la raison, et balayent les perspectives d'avenir.

Enfin, il existe un risque sérieux d'élargissement du conflit. Le Hezbollah joue avec le feu et les attaques depuis la frontière nord sont de plus en plus menaçantes. Si cela continue, ce n'est peut-être qu'une question de temps avant qu'un point de non-retour ne soit atteint. Il faut s'y opposer, car cela ne ferait qu'amener la région et tous les pays concernés au bord du précipice. À cet égard, nous sommes aussi très préoccupés par la situation en Cisjordanie. Nous condamnons la violence des colons extrémistes exercée contre les Palestiniens, qui est totalement inacceptable. Ces agissements doivent faire l'objet d'une enquête approfondie et les responsables devront répondre de leurs actes.

Face à tant de complexité et d'adversité, nous pensons qu'il est urgent de commencer à réfléchir à ce que sera Gaza demain : une Gaza sans Hamas, ni extrémistes. Les civils palestiniens de Gaza méritent d'avoir un avenir et une nouvelle organisation de la vie, dans le cadre d'une nouvelle administration. Le Hamas les a abandonnés. Le Hamas leur a apporté la guerre. Le Hamas ne leur a pas apporté la prospérité, car il a investi dans les tunnels et les roquettes, dans la haine et la mort. Nous devons réfléchir aux moyens de réparer le tissu social afin que les enfants sachent ce que *shalom* veut dire, au lieu de passer leur enfance à entendre et à répéter « Mort aux Juifs ». Si nous ne le faisons pas, le Hamas d'aujourd'hui sera remplacé par le Hamas de demain, qui portera peut-être un autre nom, mais qui nourrira la même haine, la même idéologie et les mêmes objectifs, pris dans un engrenage sans fin où il faut faire du mal à l'autre, agissant fallacieusement au nom de Dieu, qu'il ne respecte pas, et au nom d'un avenir qu'il combat, purement et simplement.

Pour toutes ces raisons, il faut relancer au plus vite le processus politique, car en son absence, il ne peut y avoir que malheur, pauvreté, discrimination, haine, tension, violence sans fin, victimes et, comme cela est arrivé à maintes reprises, exploitation par les terroristes, les extrémistes et leurs partisans. Nous ne devons pas nous leurrer. La prochaine guerre sera encore plus meurtrière. Mais il est possible de l'éviter si nous travaillons tous ensemble, avec conviction et en toute bonne foi, au service de la paix, une paix durable.

M. Kumanga (Mozambique) (*parle en anglais*) : Le Mozambique remercie la présidence brésilienne d'avoir convoqué cette séance opportune. Nous remercions également les intervenants, M. Philippe Lazzarini, Commissaire général de l'Office de secours et de travaux des Nations

Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, M^{me} Lisa Doughten, Directrice de la Division du financement de l'action humanitaire et de la mobilisation de ressources du Bureau de la coordination des affaires humanitaires, et M^{me} Catherine Russell, Directrice générale de l'UNICEF, de leurs réflexions et de leurs exposés sur l'évolution de la situation actuelle dans la bande de Gaza.

La situation à Gaza est sombre et tragique. Nous sommes horrifiés par les rapports qui y décrivent les souffrances et les morts d'enfants, de femmes et d'hommes. La protection des civils en temps de guerre n'est manifestement pas respectée. Dans ce contexte, le Mozambique joint sa voix à celle de nombreux autres pays pour réaffirmer la nécessité d'un cessez-le-feu humanitaire immédiat et inconditionnel afin d'alléger les souffrances de millions de nos frères et sœurs, d'Israël et de Palestine, dans la bande de Gaza.

Nous devons nous rappeler que les lois de la guerre ont établi des règles claires afin de protéger les vies et la dignité humaines et de respecter les besoins humanitaires. En aucune circonstance, ces lois ne peuvent être modifiées ou mises de côté. Elles doivent être respectées et observées par tous, en tout lieu et à chaque instant, sans la moindre exception ou excuse. Nous avons condamné les attaques menées par le Hamas le 7 octobre contre des enfants, des femmes et des hommes israéliens. Nous condamnons avec force les attaques visant les populations civiles, en particulier les enfants, les femmes et les personnes âgées, ainsi que le personnel humanitaire de l'ONU. Nous réclamons leur protection, qui est vitale. Par conséquent, il est impératif que nous poursuivions notre travail commun en vue d'assurer la sécurité et la protection des civils dans les zones de conflit.

Le monde entier nous regarde et attend de nous, membres du Conseil de sécurité, une réaction rapide à la situation dans la bande de Gaza. L'ONU compte sur le Conseil pour agir et montrer la voie. L'Article 24 de la Charte des Nations Unies énonce clairement que

« [a]fin d'assurer l'action rapide et efficace de l'Organisation, ses Membres confèrent au Conseil de sécurité la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales. »

C'est pourquoi nous appelons à nouveau les membres du Conseil à s'acquitter de leurs fonctions et prérogatives afin de changer la situation dans la bande de Gaza.

Le Mozambique est un ardent défenseur de la paix et du dialogue dans la région du Moyen-Orient, en particulier en Palestine. Nous nous joignons aux appels répétés du Secrétaire général au règlement du conflit

israélo-palestinien, gage d'une paix durable au Moyen-Orient. À cette fin, nous sommes fermement convaincus que les parties peuvent œuvrer ensemble, dans le cadre d'un dialogue constructif, en faveur d'une paix durable, dans le plein respect des principes de la solution des deux États, sur la base des résolutions et décisions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale.

M. Nebenzia (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Nous appuyons pleinement l'initiative des délégations des Émirats arabes unis et de la Chine de convoquer cette séance d'urgence du Conseil de sécurité sur la situation humanitaire à Gaza. C'est avec la plus grande inquiétude que nous avons écouté les évaluations de la situation sur le terrain par le Commissaire général de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), Philippe Lazzarini ; la Directrice générale du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), Catherine Russell ; et la Directrice de la Division du financement de l'action humanitaire et de la mobilisation de ressources du Bureau de la coordination des affaires humanitaires, Lisa Doughten.

Il est temps d'appeler les choses par leur nom : une catastrophe humanitaire aux proportions bibliques se déroule dans les territoires palestiniens occupés – la Cisjordanie et la bande de Gaza. Selon les informations que nous avons reçues, le nombre de morts dans l'enclave a dépassé les 8 000, dont la moitié sont des enfants, des femmes et des personnes âgées. Plus de 2 000 personnes sont encore ensevelies sous les décombres, dont la moitié sont des enfants. Plus de 21 000 personnes ont été blessées. Le nombre de personnes déplacées à l'intérieur de la bande de Gaza a atteint 1,6 million. Quelque 640 000 Palestiniens ont trouvé refuge dans les seuls camps de l'UNRWA. En Cisjordanie, plus de 100 personnes ont été tuées et 3 000 ont été blessées.

Ces chiffres effrayants augmentent d'heure en heure. Nous exprimons notre gratitude à tous les travailleurs humanitaires sur le terrain, qui s'activent jusqu'à l'épuisement, sur fond de pénuries catastrophiques de fournitures de base, y compris les fournitures médicales, et de risques extrêmement élevés pour leur propre vie. L'ampleur des pertes subies par les organismes des Nations Unies est choquante : 64 membres du personnel ont été tués, 22 ont été blessés et 42 installations de l'UNRWA ont été détruites. Nous rendons hommage au personnel des Nations Unies qui continue à travailler dans des conditions inimaginables et à celles et ceux qui ont fait le sacrifice ultime.

Les médias indiquent que deux Casques bleus de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban ont été blessés lors d'un bombardement israélien visant la Ligne

bleue. Al-Qods, le plus grand hôpital de Gaza, est sous la menace d'une attaque des Forces de défense israéliennes, vu que l'armée de l'air israélienne a frappé des sites situés à seulement 50 mètres de l'hôpital, ce qui fait qu'une évacuation immédiate est absolument nécessaire. Près de 640 000 personnes déplacées ont trouvé refuge dans 150 installations de l'UNRWA dans la bande de Gaza. À la suite des bombardements, neuf hôpitaux sont hors d'usage et les autres connaissent une grave pénurie de médicaments.

Le blocus de la bande de Gaza est devenu pratiquement total. Les services d'Internet et de téléphonie mobile ont été interrompus dans l'enclave, qui est désormais tout simplement coupée du reste du monde. Personne ne sait exactement ce qui s'y passe. Un tel blocus non seulement sème la panique parmi les civils, mais compromet aussi directement le travail des services médicaux et de secours, ce qui entraînera de nouvelles pertes civiles. Pour la même raison, le franchissement du point de passage de Rafah le 28 octobre par un convoi humanitaire n'a pu faire l'objet d'un accord. Nous condamnons fermement ces actions, en particulier dans une situation où, après la coupure des communications, l'enclave a subi les frappes aériennes les plus intenses depuis le début de l'escalade.

L'action humanitaire reste marginale compte tenu des hostilités en cours. Depuis le 21 octobre, seuls 94 camions en provenance de l'Égypte ont franchi le point de passage de Rafah, qui est le seul ouvert, et Israël entraverait même ces maigres livraisons. En conséquence, la bande de Gaza est en proie à une grave pénurie générale – eau, carburant, nourriture et médicaments – et la population est effrayée et désespérée.

Le 28 octobre, sur la base d'une décision des dirigeants militaires et politiques d'Israël, les forces armées de ce pays ont lancé une opération militaire terrestre dans la bande de Gaza, faisant fi de la position que la communauté internationale avait clairement exprimée la veille dans une résolution de l'Assemblée générale (résolution ES-10/21). Après avoir mené des frappes aériennes intensives, l'armée israélienne a entrepris de pénétrer dans l'enclave depuis plusieurs directions : au sud, dans la zone du camp de réfugiés de Boureïj et de la ville de Khan Younès, et au nord, dans la zone de Beït Hanoun.

Les autorités israéliennes décrivent leurs actions de différentes manières : élargissement des opérations ou préparation d'une tête de pont. Mais là n'est pas la question. Le fait est que, malgré la réaction sans équivoque du monde entier, Jérusalem-Ouest a commencé à mettre en œuvre ses plans de « nettoyage » de l'enclave.

Le Ministre israélien des affaires étrangères a en effet déclaré : « Nous rejetons catégoriquement l'appel

méprisable lancé par l'Assemblée générale en faveur d'un cessez-le-feu ». Les propos tenus par le Représentant permanent d'Israël selon lesquels l'Organisation des Nations Unies a perdu sa légitimité ne sont pas passés inaperçus. Les déclarations faites par un certain nombre de représentants de la Knesset, largement diffusées dans les médias, selon lesquelles il n'y a « pas de symétrie » dans la réaction d'Israël et que « les enfants de Gaza sont à l'origine de cette situation », sont véritablement choquantes.

Malheureusement, de telles déclarations montrent clairement qu'Israël ne fait manifestement aucun cas de l'avis de la grande majorité des Membres de l'ONU, y compris de nombreux États occidentaux, sur la nécessité de mettre fin à la violence. Cette situation déplorable est également due au fait que, en raison de la position des États-Unis, le Conseil de sécurité est pratiquement paralysé et n'a pas encore été en mesure d'adopter une résolution exigeant un cessez-le-feu urgent. Nous avons tenté de le faire à deux reprises, mais Washington et Jérusalem-Ouest ont des projets bien différents des nôtres : exterminer la population de Gaza ou la forcer à quitter la bande de Gaza, et obliger le reste de la population palestinienne à s'assimiler à Israël afin de régler la question de Palestine.

Dans le contexte de l'escalade sans précédent du conflit israélo-palestinien, on ne peut manquer de noter l'augmentation actuelle des tensions à la frontière entre Israël et la Syrie, qui est liée à une ingérence extérieure active combinée à la présence militaire illégale des États-Unis dans le nord et le nord-est de la République arabe syrienne.

Ainsi, le 26 octobre, les forces américaines, sous les ordres du Président Joe Biden, ont mené des frappes sur deux sites près de la ville d'Albou Kamal, dans l'est de la Syrie. Washington a déclaré que l'attaque avait été menée dans le cadre de l'exercice du prétendu droit à la « légitime défense », à l'américaine bien sûr, à des milliers de kilomètres du territoire des États-Unis. Ces actions illégitimes et injustifiées de Washington ne sont rien d'autre qu'une violation flagrante de la souveraineté de la Syrie et des normes du droit international. Dans les circonstances actuelles, ces actions illégitimes et musclées sont lourdes de conséquences extrêmement dangereuses, car elles peuvent provoquer une escalade armée dans l'ensemble de la région.

Le temps des demi-mesures et des appels vagues et désinvoltes est révolu. Aucune pause humanitaire ne changera les choses. L'aide humanitaire ne peut être apportée lorsque se déroulent des hostilités sur le terrain. J'espère que tout le monde ici le comprend. Le nombre de victimes parmi les travailleurs humanitaires se compte déjà par dizaines, les ambulances ont été détruites par les bombes et celles qui

ont été épargnées ne peuvent fonctionner faute de carburant. Les couloirs humanitaires sont une idée noble et sont certes importants, mais ils ne suffiront pas à arrêter la guerre.

La priorité pour la communauté internationale aujourd'hui, c'est de mettre fin à l'effusion de sang, de réduire au minimum les dommages causés à la population civile et de faire évoluer la situation vers une voie politique et diplomatique. Il faut consolider les mesures collectives visant à relancer un véritable processus de négociation entre Israéliens et Palestiniens afin de mettre en œuvre la solution des deux États approuvée par l'Organisation des Nations Unies. Cette solution doit être la base de la création d'un État palestinien indépendant, dans les frontières d'avant 1967, ayant pour capitale Jérusalem-Est, coexistant dans la paix et la sécurité avec Israël.

Je voudrais poser une question à la représentante des États-Unis. Pourquoi s'oppose-t-elle à un cessez-le-feu ? Cela signifie-t-il que les États-Unis, membre permanent du Conseil de sécurité, soutiennent la doctrine des « représailles massives » à Gaza ? Où est la compassion pour les civils, que la représentante des États-Unis exprime avec tant d'éloquence à chaque séance du Conseil consacrée à l'Ukraine ? Et ce malgré le fait que la menace qui pèse sur la vie des civils en Ukraine est loin d'être comparable à celle qui pèse sur la vie des Palestiniens à Gaza. Ou bien la représentante des États-Unis ne pense-t-elle qu'aux habitants du continent européen et ne se soucie-t-elle pas de la vie des Palestiniens ?

Je voudrais poser la même question aux délégations des autres pays occidentaux membres du Conseil, qui se sont honteusement abstenues dans le vote sur tous les projets de résolution déposés par la Russie appelant à un cessez-le-feu. Le deux poids, deux mesures qu'ils appliquent est plus qu'évident. Les citoyens de leurs propres pays, où se déroulent des manifestations massives de soutien aux Palestiniens, demandent déjà des comptes pour ce double jeu.

Dans le contexte actuel, la Fédération de Russie s'emploie activement à désamorcer la situation sur place afin de régler la crise le plus rapidement possible. Nous avons envoyé un message clair à toutes les parties concernées : il faut un cessez-le-feu immédiat et des couloirs humanitaires pour apporter d'urgence une aide à toutes les personnes qui en ont besoin.

Le Président Poutine a été très clair : la Russie rejette et condamne catégoriquement tous les actes de terrorisme. Nous exprimons nos condoléances à tous ceux qui ont perdu des êtres chers en Israël, en Palestine et ailleurs. Toutefois, si nous condamnons tous les actes de terrorisme, y compris les prises d'otages et demandons que

tous les otages soient libérés sans condition, nous sommes catégoriquement opposés à ce qu'on riposte au terrorisme en violant les normes du droit international humanitaire, y compris par l'emploi aveugle de la force contre des infrastructures civiles où l'on sait que se trouvent des civils.

Tout en s'attelant à la tâche urgente de mettre fin à la spirale actuelle de la violence, il est urgent de parvenir à un accord sur une stratégie d'action collective en vue d'un règlement politique du conflit. Par le passé, la tâche de promouvoir ce règlement a été confiée au Quatuor pour le Moyen-Orient. Cependant, les États-Unis ont tout fait pour saper cet instrument efficace.

La création d'un mécanisme de médiation collective, donnant un rôle actif aux États de la région, doit maintenant être notre priorité. Cela est confirmé par les tendances positives qui ont émergé à la suite de l'évolution de la situation au Moyen-Orient avant la dernière escalade à Gaza, comme la normalisation des relations entre l'Arabie saoudite et l'Iran, la réintégration de la Syrie dans la Ligue des États arabes et l'amélioration progressive des relations interétatiques entre la Syrie et la Türkiye. Tout cela prouve que lorsque les pays de la région prennent les choses en main et ne sont pas soumis à la pression d'acteurs extérieurs, ils peuvent accomplir de grands progrès vers la stabilisation du Moyen-Orient.

Face à la poursuite de l'escalade dans l'enclave palestinienne et aux conséquences inimaginables pour la population civile qui se trouve coupée de tout approvisionnement extérieur, nous estimons qu'il est important d'organiser régulièrement des séances publiques d'information comme celle d'aujourd'hui. Nous devons continuer de prêter une attention toute particulière à la situation humanitaire dans la bande de Gaza, sans aucune discrimination, comme c'est le cas pour d'autres crises.

Certains collègues, dans une tentative de détourner l'attention des événements dramatiques liés au conflit israélo-palestinien, ont évoqué l'incident survenu le 29 octobre à l'aéroport de Makhachkala, dans la République du Daghestan, en Russie. Les dirigeants russes, les représentants des autorités régionales et le clergé musulman ont déjà fait des commentaires détaillés sur cette question. Le comité d'enquête de la Fédération de Russie, qui a ouvert une enquête pénale sur ces rassemblements, procédera à une évaluation juridique des actions des manifestants. Des dizaines d'émeutiers ont déjà été arrêtés et interrogés, et la procédure est en cours.

Toute action illégale est inacceptable. Cependant, la tentative de présenter un rassemblement non autorisé à l'aéroport comme une « explosion » d'un quelconque

sentiment antisémite dans la société russe, en particulier dans le Caucase du Nord, est inacceptable. Cette région est depuis longtemps un exemple de coexistence pacifique et amicale entre des représentants de nombreuses ethnies. La société russe, contrairement à la société occidentale, est étrangère aux manifestations d'hostilité et d'intolérance ethnique, raciale ou religieuse. Les représentants de toutes les grandes confessions - christianisme, islam, judaïsme et bouddhisme - coexistent pacifiquement dans notre pays depuis longtemps.

Comme le confirment les rapports des services russes chargés de l'application de la loi, les événements qui se sont déroulés hier à Makhachkala montrent clairement des traces d'ingérence extérieure, y compris l'influence massive d'informations provenant de l'extérieur par le biais des réseaux sociaux. Sans surprise, ces traces mènent à l'Ukraine. Les acteurs mal intentionnés envers la Russie veulent profiter de la situation et jouer sur les sentiments des musulmans russes dans le contexte des images choquantes de la bande de Gaza qui montrent l'horreur de ce qui s'y passe - la mort de femmes, d'enfants, de personnes âgées et du personnel médical.

Nous recommandons à certains de nos collègues occidentaux de ne pas essayer de détourner l'attention, mais plutôt de prêter attention à la situation dans leurs capitales, où de nombreuses manifestations musulmanes font rage et sont violemment réprimées par la police, malgré l'attachement déclaré des autorités des pays occidentaux au multiculturalisme et à la liberté d'expression.

Dame Barbara Woodward (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Je remercie le Commissaire général Lazzarini, la Directrice générale Russell et la Directrice Doughten de leurs exposés clairs et percutants.

Je voudrais tout d'abord saluer le courage, l'engagement et le sacrifice du personnel des Nations Unies et des travailleurs humanitaires à Gaza, en particulier les 103 travailleurs humanitaires, dont 64 membres du personnel de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, qui ont été tués à Gaza au cours des 22 derniers jours. Nous présentons également nos sincères condoléances à tous les Palestiniens et Israéliens qui ont souffert ou perdu des proches.

Depuis l'attaque terroriste perpétrée par le Hamas contre Israël le 7 octobre, le Royaume-Uni a souligné le droit d'Israël de se défendre contre le terrorisme. Nous réaffirmons clairement que cela doit se faire dans le respect du droit international humanitaire. Les efforts que nous déployons avec nos partenaires internationaux se

sont concentrés sur la protection des civils, la garantie et l'élargissement de l'accès humanitaire et la libération des otages. Malheureusement, malgré ces efforts, la situation à Gaza se détériore de jour en jour. Le Hamas porte à lui seul la responsabilité du déclenchement du conflit.

Je voudrais mettre en avant trois priorités.

Premièrement, nous appelons toutes les parties à respecter le droit international humanitaire, notamment les principes de proportionnalité, de distinction et de nécessité. À cette fin, il faut que toutes les parties prennent toutes les mesures possibles pour éviter de causer des dommages aux civils et pour obtenir la libération immédiate et sans condition des otages.

Deuxièmement, nous devons coopérer d'urgence pour augmenter l'aide fournie à Gaza et garantir l'ouverture d'un nombre suffisant de points d'accès. Pour atteindre cet objectif, il faut un environnement plus sûr, ce qui nécessite des pauses humanitaires. Nous appuyons les efforts menés par l'ONU en ce sens. Depuis la dernière escalade à Gaza, le Royaume-Uni a versé plus de 36 millions de dollars d'aide supplémentaire aux territoires palestiniens occupés. Un vol de la Royal Air Force est arrivé en Égypte le 25 octobre, transportant 21 tonnes d'aide du Royaume-Uni destinée à Gaza. Mais les conditions d'accès doivent être améliorées sans délai pour que cette aide et d'autres ressources vitales puissent atteindre les personnes qui en ont désespérément besoin.

Troisièmement, nous ne pouvons pas laisser le conflit s'étendre. Nous appelons tous les pays de la région à contribuer à éviter l'escalade et exhortons les acteurs non étatiques à ne pas chercher à tirer profit de la situation actuelle.

L'Autorité palestinienne joue un rôle clef à jouer en tant que représentant légitime du peuple palestinien. Nous appelons Israël et les autres États à appuyer l'Autorité palestinienne. Nous demandons aux autorités israéliennes de lutter contre le nombre croissant d'attaques et de meurtres commis par des colons en Cisjordanie occupée, en rappelant qu'il est de leur responsabilité de protéger les civils palestiniens dans cette région.

Le Royaume-Uni reste attaché à l'objectif à long terme de la solution des deux États, avec Israël et la Palestine coexistant pacifiquement. Pour atteindre cet objectif, nous avons la responsabilité de formuler un plan pour Gaza qui offre à sa population l'espoir, la sécurité, la stabilité, la prospérité et une gouvernance efficace, afin que ses ambitions politiques puissent se concrétiser. À cet égard, certains principes fondamentaux doivent s'appliquer : il

ne doit pas y avoir de déplacement massif des Gazaouites vers les pays voisins, l'Autorité palestinienne doit jouer un rôle central et rien ne doit compromettre les progrès vers la solution des deux États, au titre de laquelle Gaza ferait partie intégrante d'un État palestinien.

M. Ishikane (Japon) (*parle en anglais*) : Je remercie de leurs exposés M. Philippe Lazzarini, Commissaire général de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, M^{me} Catherine Russell, Directrice générale de l'UNICEF, et M^{me} Lisa Doughten, Directrice de la Division du financement de l'action humanitaire et de la mobilisation de ressources du Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires, et je me joins à mes collègues pour exprimer notre respect à tous les acteurs humanitaires qui travaillent inlassablement dans des conditions unimaginables.

Depuis le 7 octobre, des milliers de personnes ont été tuées ou blessées. Le déroulé tragique des événements ne montre aucun signe d'apaisement, s'enfonçant plus avant dans un cycle dévastateur qui entraîne des pertes humaines invraisemblables et la destruction des infrastructures civiles. Tout récemment, Israël a annoncé l'expansion de ses opérations terrestres à Gaza. Le Japon suit la situation de près, et nous sommes gravement préoccupés. Nous condamnons sans ambiguïté les attaques terroristes commises par le Hamas et d'autres militants, et nous adressons nos sincères condoléances à toutes les victimes. Nous demandons la libération immédiate et sans condition des otages toujours captifs. La communauté internationale ne doit jamais tolérer pareils actes odieux. Le Hamas ne représente pas le peuple palestinien.

Chaque État Membre a le droit de se défendre et de protéger son peuple conformément au droit international. En même temps, toutes les parties doivent agir dans le respect du droit international. La détérioration de la situation à Gaza aggrave une crise humanitaire qui atteint un niveau d'urgence sans précédent. Il est tout simplement inacceptable que périssent encore des innocents, quelle que soit leur nationalité, leur religion ou leur appartenance ethnique. Aucune vie n'est plus ou moins importante qu'une autre. Il faut impérativement garantir un accès complet, rapide, sûr et sans entrave aux secours, conformément au droit international, afin d'atténuer la situation humanitaire catastrophique. Un certain nombre de camions sont entrés par le point de passage de Rafah, mais des centaines d'autres devront suivre pour répondre aux besoins criants de plus de 2 millions de personnes. Dans ce contexte, nous devons aussi prendre sans délai des mesures supplémentaires, comme l'instauration de pauses et de couloirs humanitaires.

En outre, nous sommes vivement préoccupés par la mise hors service des réseaux de télécommunication, qui perturbe les canaux de communication indispensables entre les habitants de Gaza et le reste du monde et entrave également le travail des médias et l'action des communautés humanitaires. Il est particulièrement essentiel que ces réseaux fonctionnent de manière fiable afin de garantir l'acheminement de l'aide et la sécurité des travailleurs humanitaires. La situation évoluant rapidement, il est crucial que toutes les parties régionales évitent d'exacerber le conflit. La communauté internationale a le devoir de redoubler d'efforts sur le plan diplomatique de manière à empêcher que l'instabilité ne se propage à la région et de s'employer avec empressement à apaiser les tensions. Le Conseil de sécurité doit absolument trouver un terrain d'entente entre tous ses membres afin d'envoyer un message fort et d'aider toutes les parties en détresse. Tant que nous ne parviendrons pas à agir, des gens mourront tous les jours, minute après minute. Nous devons aussi rappeler que rien ne peut remplacer la solution des deux États, et toutes les parties doivent vraiment œuvrer pour la faire advenir.

M. Agyeman (Ghana) (*parle en anglais*) : Tout d'abord, je remercie le Commissaire général Lazzarini, la Directrice générale Russell et la Directrice Doughten de leurs exposés sur la situation humanitaire qui s'aggrave à Gaza, après la résurgence du conflit au Moyen-Orient comme suite aux attaques terroristes odieuses perpétrées par le Hamas contre Israël le 7 octobre.

Vingt-trois jours après les attaques perpétrées dans le sud d'Israël, qui ont fait des morts et durant lesquelles des personnes ont été enlevées, nous sommes affligés par les nombreuses pertes en vies humaines qu'entraîne le conflit qui s'est ensuivi, ainsi que par ses conséquences humanitaires. Nous nous inquiétons également du risque de propagation du conflit dans la région et du lourd tribut qu'il pourrait faire payer aux populations civiles innocentes.

Vendredi dernier, dans le cadre de la reprise de la dixième session extraordinaire d'urgence de l'Assemblée générale (voir A/ES-10/PV.41) et en vertu du rôle résiduel de l'Assemblée, la majorité des Membres de l'Organisation ont appelé à une trêve humanitaire immédiate et durable, prié instamment toutes les parties de s'acquiescer des obligations que leur impose le droit international humanitaire et affirmé la nécessité d'assurer la fourniture continue, sans entrave et en quantités suffisantes de biens et services essentiels dans la bande de Gaza. Ils ont également appelé à la libération immédiate et inconditionnelle de tous les civils qui sont retenus en captivité et exigé que leur sécurité et leur bien-être soient assurés et qu'ils soient traités avec humanité, conformément au droit

international. Compte tenu de ce que l'Assemblée a dit, il nous incombe au Conseil de faire fond sur la convergence de vues concernant la crise pour soutenir le Secrétaire général et les organismes et membres du personnel des Nations Unies, notamment l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), afin de dispenser des soins critiques et d'offrir des services d'appui aux près de 672 000 déplacés qui ont trouvé refuge dans 149 installations de l'Office, ainsi qu'aux nombreux autres civils innocents qui vivent dans des conditions désastreuses.

D'après les récents rapports de l'UNRWA, il faudra augmenter nettement le nombre de camions autorisés à rentrer dans Gaza, si nous voulons vraiment répondre aux besoins humanitaires pressants des 2 millions d'habitants de Gaza, en particulier dans les domaines de la santé, de la sécurité alimentaire et de l'approvisionnement. Dans ce contexte, nous appelons Israël, l'Égypte et les autres parties prenantes à s'employer de manière constructive à améliorer l'accès humanitaire par le poste frontière de Rafah, et tous les donateurs à rehausser leurs contributions financières et matérielles à l'UNRWA pour répondre aux besoins humanitaires croissants et urgents des Gazaouites. Nous devons également faire peser la décision de l'Assemblée afin d'encourager les efforts des dirigeants de la région, en particulier le Qatar et le Comité international de la Croix-Rouge, qui sont à l'avant-garde des négociations pour la libération de tous les otages israéliens et étrangers, et d'appeler la milice du Hamas à libérer immédiatement et sans condition tous les civils capturés, comme l'y enjoint la communauté internationale. Retenir des civils innocents captifs est immoral, quelles que soient les raisons.

Les 23 derniers jours ont été des jours de sang, de douleur et d'angoisse, comme nous n'en avons plus vus dans la région depuis un certain temps. Il serait véritablement tragique de ne pas faire davantage pour arrêter les combats. Nous encourageons les dirigeants régionaux et internationaux à user de leur influence pour inciter les parties à la modération et contribuer à désamorcer le conflit et à prévenir sa propagation dans la région. Le conflit a d'immenses répercussions sur les femmes, les enfants et les personnes âgées, et nous leur devons, dans les deux camps, de mettre un terme à la crise.

Pour terminer, nous adressons une fois de plus nos condoléances pour toutes les vies perdues et rappelons aux Palestiniens et aux Israéliens leur histoire intriquée et leur géographie partagée, tant jadis qu'aujourd'hui. Les expériences du passé devraient d'autant plus faire comprendre que la violence ne règlera pas le conflit israélo-palestinien. Elle

ne va en effet dans le sens ni de la sécurité d'Israël ni du droit inaliénable du peuple palestinien de disposer d'une patrie.

Comme nous le répétons souvent, le Ghana est d'avis qu'un engagement plus résolu en faveur d'une solution des deux États négociée, sur la base des frontières de 1967, offre les meilleures chances de paix et de stabilité au Moyen-Orient. Nous espérons qu'en assumant la responsabilité qui incombe au Conseil, nous pourrions réunir un consensus pour mettre fin au conflit, amener les parties à la table des négociations et contribuer à garantir le statut d'État à Israël comme à la Palestine, le plus tôt étant le mieux.

Le Président (*parle en anglais*) : Le représentant des États-Unis a demandé la parole pour faire une autre déclaration.

M. Wood (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Pardon de prendre la parole, mais je me dois de répondre à certaines observations faites par le Représentant permanent de la Fédération de Russie.

Depuis le début de ce conflit, la Fédération de Russie n'épargne aucun effort pour tenter de reporter directement ou indirectement la faute de cette crise sur les États-Unis. C'est irresponsable. Il est faux de prétendre que nous sommes à blâmer de quelque manière que ce soit pour ce qui se passe actuellement. Aucun État ne travaille davantage que les États-Unis pour tenter de résoudre cette situation, et nous continuons à le faire. Un tel discours est typique de la Russie et, une fois de plus, ne repose sur aucun fait. Franchement, la Russie n'a aucune crédibilité. Sa duplicité ne connaît pas de limites. La Russie prétend se préoccuper de la situation humanitaire à Gaza. Je pense qu'il est assez clair qu'elle ne se soucie pas de résoudre les crises humanitaires – elle les crée. Si quelqu'un a des doutes, il n'a qu'à regarder ce qui se passe en Ukraine.

En ce qui concerne les actions des États-Unis en Syrie, nous avons répondu à des attaques contre le personnel des États-Unis, agissant en légitime défense en vertu de l'Article 51 de la Charte des Nations Unies. Je pense que la Russie se souviendra de la Charte des Nations Unies, ce document sacré dans le cœur duquel elle s'emploie à enfoncer un pieu à travers tout ce qu'elle a fait en Ukraine. Je voudrais conclure en disant que les États-Unis poursuivront leurs efforts pour faire ce qu'ils peuvent afin d'apaiser la situation dans la région, et j'espère que la Russie se montrera un acteur responsable au sein du Conseil de sécurité et qu'elle travaillera avec la communauté internationale pour tenter de mettre un terme à cette très triste situation.

Le Président (*parle en anglais*) : Le représentant de la Fédération de Russie a demandé la parole pour faire une nouvelle déclaration.

M. Nebenzia (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Je serai bref. Prenant le dernier commentaire de mon collègue des États-Unis comme un aveu, nous n'avons pas entendu de réponse à la question que nous lui avons posée. Cependant, je voudrais lui poser une question rhétorique, à laquelle je n'attends pas de réponse puisque celle-ci est de toute façon évidente. Combien de fois, au cours de la crise actuelle, les États-Unis ont-ils demandé la tenue d'une séance sur la situation humanitaire à Gaza ?

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à l'Observateur permanent de l'État observateur de Palestine auprès de l'Organisation des Nations Unies.

M. Mansour (État de Palestine) (*parle en anglais*) : Je tiens tout d'abord à vous souhaiter la bienvenue dans cette salle, Monsieur le Président. Je me félicite de vous voir mener les débats de la présente séance d'urgence demandée par nos collègues des Émirats arabes unis et de la Chine, que nous remercions. Le fait que vous soyez parmi nous, Monsieur le Président, pour la troisième fois ce mois-ci, illustre l'engagement du Brésil au niveau du Ministre des affaires étrangères et, à n'en pas douter, l'urgence avec laquelle le Président Lula da Silva entend faire tout ce qui est possible pour mettre fin à ce carnage et à la tragédie que vit le peuple palestinien, notamment dans la bande de Gaza. Nous, peuple palestinien dans l'État de Palestine et partout ailleurs, mais en particulier dans la bande de Gaza, ainsi que nos dirigeants, apprécions vivement l'engagement et les efforts du Brésil. En outre, je me réjouis personnellement de vous voir, Monsieur le Président, pour la troisième fois, car je vous considère comme un bon ami depuis l'époque où nous travaillions côte à côte en tant que Représentants permanents de nos États respectifs.

Je tiens également à remercier les trois intervenants, le Commissaire général Lazzarini, la Directrice générale Russell et la Directrice Doughten, de leurs exposés et de leurs appels émouvants, des appels lancés par des personnes qui sont sur le terrain, qui dirigent des équipes sur le terrain et qui tentent de sauver des vies palestiniennes. Non seulement nous les remercions de leur action, mais nous nous joignons également à eux pour présenter nos condoléances aux familles de celles et ceux qui ont perdu la vie, payant le prix ultime pour avoir tenté de sauver la vie de Palestiniennes et de Palestiniens. Ils sont ce que l'Organisation des Nations Unies a de meilleur à offrir et ils sont les

meilleurs d'entre nous, menés par un héros du nom d'António Guterres, qui s'est tenu devant le point de passage de Rafah et a lancé un appel humanitaire courageux en faveur d'un cessez-le-feu pacifique, pour que les convois humanitaires parviennent à l'ensemble de la bande de Gaza, pour que des vies soient sauvées, pour que la guerre prenne fin et pour que les hôpitaux et toutes les institutions qui assurent la vie de notre peuple soient sauvés.

Ils sont ce que l'ONU a de meilleur à offrir, et si de fait il en est ainsi, ce dont nous sommes profondément convaincus et nous les en remercions, je crois qu'il nous faut écouter tout ce qu'ils ont dit, il nous faut entendre leurs appels importants à un cessez-le-feu humanitaire et à des convois humanitaires à la hauteur des besoins, comme l'a demandé le Secrétaire général, avec un minimum de 100 camions par jour. Si nous respectons vraiment leurs appels et leur action, ne nous contentons pas de les écouter attentivement, mais donnons suite à leurs demandes. C'est dans cet esprit que je vais faire ma déclaration.

Dag Hammarskjöld a dit que « [l']ONU n'a pas été créée pour nous amener au paradis, mais pour nous sauver de l'enfer ». Gaza est désormais l'enfer sur Terre – ce n'est pas moi qui le dis, mais M. Lazzarini lui-même et bien d'autres. Gaza est désormais l'enfer sur Terre. Sauver l'humanité de l'enfer signifie aujourd'hui que l'Organisation des Nations Unies doit sauver les Palestiniens de Gaza. Les 2,3 millions de Palestiniens qui y vivent endurent des souffrances qu'aucun être humain ne devrait endurer. Ils sont assiégés et bombardés, et n'ont aucun endroit sûr où aller. Une fois encore, M. Lazzarini lui-même a déclaré qu'il n'y avait pas d'endroit sûr dans la bande de Gaza. La moitié des logements de Gaza ont été détruits ou endommagés. Les réfugiés représentent 70 % de la population de Gaza. Plus de 1,4 million de Palestiniens ont été déplacés de force de leurs maisons – je cite à nouveau M. Lazzarini. Pratiquement tous les habitants de Gaza sont désormais sans abri, déplacés, passant d'une maison familiale à une autre, d'un hôpital à une église, d'une mosquée à une école de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), ils dorment dans leurs voitures, ils dorment dans les rues et ils continuent à être tués où qu'ils aillent, l'objectif étant de les convaincre qu'ils ne seront en sécurité nulle part à Gaza.

Un document préparé par le Ministère israélien du renseignement, qui a été ébruité, confirme qu'en fait, le déplacement des Palestiniens de Gaza vers des villages de tentes dans le Sinaï n'est pas une menace sortie de notre imagination, mais une réalité qu'Israël tente d'imposer.

Israël veut vider la bande de Gaza de toute sa population et la pousser en Égypte et dans le désert du Sinaï. Plus de 8 000 Palestiniens ont été tués, dont plus de 3 000 dans le sud de Gaza, où Israël a poussé, transféré de force, des centaines de milliers de personnes.

Ces chiffres sidérants augmentent à chaque minute où l'on tarde à agir pour mettre un terme à l'assaut contre notre peuple. Un chiffre à lui seul illustre l'ampleur de cette tragédie due à l'homme : 3 500 enfants palestiniens ont été tués par Israël en seulement trois semaines, soit plus que le nombre d'enfants tués par an dans les zones de conflit du monde entier depuis 2019, selon l'organisation Save the Children, comme l'a mentionné l'Ambassadrice Nusseibeh, des Émirats arabes unis. Je le répète : 3 500 enfants palestiniens ont été tués par Israël en l'espace de trois semaines seulement, soit plus que le nombre d'enfants tués chaque année dans toutes les zones de conflit confondues du monde entier depuis 2019. Toutes les cinq minutes, un enfant palestinien est tué. Combien de jours encore faudra-t-il au Conseil – paralysé, passif et ne s'acquittant pas de son devoir de maintenir la paix et la sécurité internationales en arrêtant la guerre – pour dire assez et reconnaître qu'il s'agit d'une guerre contre nos enfants ? Combien de temps faudra-t-il au Conseil pour reconnaître que des milliers d'enfants sont tués sous ses yeux alors qu'il reste paralysé ? Ce sont nos enfants qui, comme tous les enfants, sont des enfants de Dieu, des êtres lumineux, des anges sur terre. Je dis assez de ténèbres, assez de morts. Sauvons la vie de tous les enfants, les nôtres et ceux des autres.

L'Assemblée générale, où sont représentés les pays du monde, a adopté une résolution fondée sur l'humanité, la moralité, la légalité ainsi que sur le rejet du deux poids, deux mesures, des justifications du meurtre de civils innocents, du siège dont ils sont victimes, de leur captivité et de leur transfert forcé. Elle a pris position en disant que nous n'abandonnerons pas l'humanité, que nous ne renoncerons pas au droit international.

L'Assemblée générale a agi. Le Secrétaire général a agi. L'armée des organismes humanitaires, les héros qui les dirigent et ceux qui s'emploient à concrétiser ce message ont agi. Mais il y a un organe important qui n'agit pas : le Conseil de sécurité.

L'Assemblée générale a appelé à une trêve humanitaire immédiate, durable et soutenue (voir A/ES-10/PV.41). Celle-ci doit prendre effet sans délai. L'Assemblée a souligné que l'aide et l'accès humanitaires ne peuvent être retardés ou entravés davantage et qu'ils doivent être à la hauteur des immenses besoins créés par le siège inhumain

imposé par Israël et les attaques aveugles perpétrées par ce pays en ce moment même. Des milliers d'autres vies en dépendent. La résolution ES-10/21 de l'Assemblée générale, un texte moral fort, sur lequel 11 membres du Conseil de sécurité ont voté pour, trois se sont abstenus et un a voté contre, doit être immédiatement et pleinement mise en œuvre. Si un vote a eu lieu à l'Assemblée générale, pourquoi ne pourrait-il pas y en avoir un ici ? Parmi les 11 membres du Conseil qui ont voté pour et les trois qui se sont abstenus, il y a quatre membres permanents, dont trois voix pour et une abstention dans le vote. Que le Conseil emboîte le pas à l'organe le plus important. Le Conseil doit se montrer à la hauteur de ses responsabilités au lieu de rester paralysé pendant je ne sais combien de temps, alors que des milliers de civils palestiniens innocents, y compris des enfants, sont massacrés.

Le Conseil de sécurité doit suivre l'exemple de l'Assemblée générale, s'inspirer de sa sagesse et assumer ses responsabilités en vue de mettre fin à ce bain de sang qui est un affront à l'humanité, est constitutif de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité et représente un danger clair et imminent pour la paix et la sécurité régionales et internationales.

Je tiens à remercier le Groupe des États arabes, présidé par l'Ambassadeur Hmoud, de la Jordanie, qui a fait preuve d'un leadership remarquable à la tête du Groupe au cours de ce mois très difficile. Nous le saluons, lui, le Royaume hachémite de Jordanie et le Ministre des affaires étrangères de son pays, qui était présent à nos côtés, comme de nombreux autres, à l'Assemblée générale, et nous nous félicitons de ce que nous avons accompli ensemble. Nous saluons également les États membres de l'Organisation de la coopération islamique pour leur mobilisation indéfectible, les pays du Sud pour leur soutien, ainsi que tous les pays qui ont apporté leur contribution constructive et responsable pour nous permettre d'adopter une résolution humanitaire de fond, avec un soutien écrasant de la part du monde entier : 121 pays contre 14.

Compte tenu du fait que 11 membres du Conseil ont voté pour la résolution, que trois se sont abstenus et qu'un seul a voté contre, il est évident que le texte bénéficie d'un large soutien et qu'il doit servir de base à une position claire et sans ambiguïté du Conseil à ce moment critique.

Chaque jour et chaque nuit, 2,3 millions de Gazaouites sont confrontés à la mort. Il est impératif de les sauver, de les voir comme des êtres humains. Il ne faut pas se focaliser sur un seul camp et ignorer complètement cette tragique catastrophe humanitaire. Qu'on mette fin à la soif de vengeance. Que l'on voie en nous les êtres humains

que nous sommes. Qu'on nous vienne en aide. Nous avons 2 000 personnes sous les décombres. Qu'on nous permette de les chercher, de sauver ceux qui peuvent encore l'être et d'enterrer dignement ceux qui ont péri. Qu'on permette aux 20 000 blessés d'être soignés correctement. Qu'on permette aux médecins de soigner les corps brisés et à Dieu de guérir les âmes blessées. Qu'on permette aux courageux travailleurs humanitaires, aux héros, d'accomplir leur mission de sauvetage alors même qu'ils pleurent leurs collègues – 64 membres du personnel de l'UNRWA ont été tués au cours d'attaques israéliennes. Qu'on leur permette de mener leur mission sacrée en toute sécurité et non sous les bombes. Qu'on permette aux hôpitaux de reprendre leur travail pour sauver des vies et de ne pas être transformés en morgues. Qu'on permette aux membres d'une même famille qui ont survécu de s'étreindre et de pleurer leurs proches qui ont perdu la vie. Qu'on nous permette de rendre l'hommage qui leur est dû aux familles rayées de la surface de la Terre et dont les noms s'ajoutent à la longue liste des familles endeuillées gravés dans notre mémoire collective. Qu'on permette aux personnes dont les maisons sont encore debout de rentrer chez elles et qu'on laisse des millions de personnes commencer à réfléchir, une fois de plus, à la manière de reconstruire leur vie malgré leurs nombreux morts, l'ampleur de la dévastation et des destructions qu'elles ont subies, et leurs traumatismes indélébiles.

Traitez-nous comme des êtres humains avec le respect que nous méritons. Nous ne sommes pas des sous-hommes. Nous ne venons pas d'une autre planète. Nous sommes exactement comme chacun et chacune des membres du Conseil. Nous sommes des humains, des êtres humains. Traitez-nous donc avec le respect que nous méritons. Respectez notre dignité intrinsèque, non pas en paroles mais en actes, en agissant, en faisant quelque chose pour mettre fin à ce crime contre notre peuple, nos enfants, nos femmes, nos blessés et nos malades.

Personne ne devrait justifier le fait que nous soyons tués ou trouver des raisons de donner plus de temps au tueur. Demandez qu'il soit mis fin à cet assaut contre toute une nation. Mettez fin aux meurtres perpétrés en Cisjordanie par les colons et les forces d'occupation, ainsi qu'aux déplacements forcés en cours dans cette zone.

Les Palestiniens, en tant qu'êtres humains, ont des droits qui doivent être respectés, et ils ont le droit d'être protégés et défendus.

Nombre de membres du Conseil ne parlent que d'une seule version, d'un seul État pour ce qui est de se défendre. Lorsque nos enfants sont tués, avons-nous le droit de les défendre ? Avons-nous le droit de défendre nos familles ?

Avons-nous le droit de défendre nos écoles ? Avons-nous le droit de défendre nos mosquées ? Avons-nous le droit de défendre nos églises ? Avons-nous le droit de défendre nos maisons, notre sol et notre nation ? Avons-nous des droits ou les droits sont-ils le monopole d'un seul camp ? Notre peuple a, en tant que peuple, des droits qui lui ont été longtemps refusés et qui doivent maintenant être reconnus, pour que nous puissions tous vivre dans la paix et la sécurité.

Aucun assaut ni aucune guerre ne mettra jamais fin au conflit ni ne remédiera à l'injustice ; ils ne feront que l'aggraver et l'étendre. Nous avons dit et répété qu'il n'y a pas de solution militaire à ce conflit. Il nous reste à démontrer qu'il existe une solution pacifique.

J'écoute les membres du Conseil me parler sans cesse de la solution des deux États, et ils répètent cela, encore et encore, mais ils ne me disent pas la moindre mesure qu'ils sont prêts à prendre pour empêcher l'autre partie de détruire la solution des deux États sous leurs yeux. Cela suffit-il de se réveiller et de dire que la résolution que le Conseil de sécurité a adoptée appelle à la mise en œuvre de la solution des deux États ? Montrez votre détermination à faire appliquer ces résolutions. Les représentantes et représentants qui sont dans cette salle constituent le Conseil de sécurité. Les membres du Conseil vont-ils continuer à être paralysés ou veulent-ils mettre en pratique les conseils qu'ils donnent au peuple palestinien ?

Mettez en œuvre la solution des deux États que nous avons acceptée. Qui empêche les membres du Conseil de la mettre en œuvre ? Qui empêche les membres du Conseil de prendre des mesures pour mettre fin à l'occupation et permettre l'indépendance de l'État de Palestine ? Qui empêche les membres du Conseil de prendre des mesures pour mettre fin à l'occupation et permettre l'indépendance de l'État de Palestine ? Qui empêche les membres du Conseil d'agir ? Ne me répétez pas sans cesse la « solution des deux États ». Dites-moi comment les membres du Conseil vont la défendre et comment ils vont la mettre en œuvre, afin que notre peuple puisse les croire et avoir foi en ce qu'ils disent et respecter ce qu'ils demandent lorsqu'ils les voient avancer vers la mise en œuvre. Et quiconque constitue un obstacle à la mise en œuvre de la volonté du Conseil de sécurité doit être écarté afin que nous puissions voir la solution des deux États se concrétiser sur la base des résolutions du Conseil, du droit international et des termes de référence. Les membres du Conseil ont accepté toutes ces choses, mais ils n'agissent pas en conséquence. Ils ne cessent de les répéter et pensent qu'en les répétant, ils ont fait leur devoir. Non, ils doivent faire plus. Ils doivent prendre des mesures concrètes pour permettre à la solution des deux États de devenir une réalité.

Nous avons dit à maintes reprises – et je le répète – qu'il n'y a pas de solution militaire au conflit. Il nous reste à démontrer qu'il existe une solution pacifique. Prouvez-nous que nous avons tort. Chaque minute compte. Chaque minute est une question de vie ou de mort pour les Palestiniens de Gaza.

Je sais qu'il reste peu de temps avant la fin de votre présidence, Monsieur le Président, mais si, par miracle, vous pouvez amener le Conseil de sécurité à adopter une position visant à arrêter cette guerre et à permettre aux centaines de camions chargés d'une aide humanitaire d'entrer dans la bande de Gaza, nous vous tirerons notre chapeau, Monsieur le Président, ainsi qu'aux membres du Conseil de sécurité.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant d'Israël.

M. Erdan (Israël) (*parle en anglais*) : Mon grand-père Chaim était agriculteur. Il vivait dans un petit village de Transylvanie avec sa femme, Bracha, et leurs huit beaux enfants. Mais au printemps de 1944, le petit village a cessé d'exister. Leur communauté a été anéantie. Les nazis ont forcé Chaim, Bracha et leurs huit enfants à monter dans des wagons à bestiaux en direction d'Auschwitz. À leur arrivée, Bracha et sept de leurs enfants – Pearl, Zvi, Sarah, Hodaya, Leah, Henya et le petit Mordecai – ont été assassinés dans des chambres à gaz et réduits en cendres.

L'histoire de mon grand-père était une histoire d'horreur d'une autre époque, d'une époque lointaine marquée par une haine inimaginable, une époque au sujet de laquelle, jusqu'à il y a trois semaines, nous disions « plus jamais ça ». Pourtant, ce « plus jamais ça » s'est reproduit. Les villages du sud d'Israël qui ont été envahis par les terroristes du Hamas étaient de paisibles villages agricoles, tout comme le village de mon grand-père en Transylvanie. Des communautés entières ont été exterminées, mais cette fois, les meurtriers étaient des nazis du Hamas. Des familles israéliennes entières ont été réduites en fumée et en cendres, ce qui n'est pas différent du sort réservé à la famille de mon grand-père à Auschwitz. Cependant, la brutalité des crimes n'est pas la seule chose que les nazis barbares du Hamas ont en commun avec les nazis allemands. Ils ont en commun une idéologie, et ce n'est pas la solution des deux États.

Les escadrons de la mort nazis *Einsatzgruppen* étaient déterminés à exterminer les Juifs, tout comme les terroristes de la *Nukhba* du Hamas sont déterminés à exterminer les Juifs et Israël. Les nazis voulaient construire une Europe *judenrein* – une Europe sans juifs – tout comme le Hamas veut un Israël *judenrein*. Les membres du Hamas sont des nazis des temps modernes, qu'il s'agisse de leur violence

choquante et inhumaine ou de leurs idéologies génocidaires identiques. Le Hamas ne recherche pas une solution au conflit. Il n'est pas intéressé par le dialogue. La seule solution qui intéresse le Hamas est la solution finale – l'annihilation du peuple juif. Et je me permets de rappeler à mon collègue que c'est le Hamas – et non le représentant de la Palestine – qui dirige Gaza.

Pourtant, Ismail Haniyeh, le chef du Hamas, n'est pas Adolf Hitler. Il n'est pas le Führer. Il n'est pas le chef de ce culte de la mort génocidaire résolu à dominer le monde à tout prix. Ce rôle, comme mes collègues le savent très bien, est tenu par le Guide suprême de l'Iran, le sanguinaire ayatollah Khamenei.

Hitler avait dans l'idée que le Troisième Reich durerait 1 000 ans et s'étendrait sur plusieurs continents, tout comme Khamenei a dans l'idée que l'hégémonie chiite radicale qu'il défend s'étendra sur toute la région et au-delà. Le régime des ayatollahs est un régime nazi moderne, et ses escadrons de la mort comprennent le Hamas, le Jihad islamique palestinien, le Hezbollah, les houthistes, le Corps des gardiens de la révolution islamique et d'autres barbares jihadistes. Au lieu de crier « *Sieg Heil* », ces islamistes radicaux nazis hurlent « Mort à Israël », « Mort à l'Amérique » et « Mort à l'Angleterre ». On peut le voir sur le compte Twitter de Khamenei. Tout comme le régime nazi, le régime des ayatollahs sème la mort et la destruction partout où il passe. Tout comme les Français sous le régime de Vichy ou les Italiens sous Mussolini, les habitants de Gaza, du Liban, du Yémen et de la Syrie subissent des effusions de sang et une terreur indescriptibles aux mains des forces jihadistes nazies de l'Iran. Tout comme les Londoniens ont souffert pendant le Blitz, le massacre des civils ukrainiens arrive du ciel, grâce à des armes nazies iraniennes. Tout comme la Wehrmacht cherchait à s'étendre inexorablement, le mouvement houthiste, supplétif de l'Iran, a attaqué l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis. L'Albanie aussi a été la cible de cyberattaques iraniennes qu'elle n'avait pas provoquées. Le régime islamique nazi de l'Iran est responsable d'aider des terroristes partout dans le monde et de s'employer à détruire toutes les valeurs chères à notre monde civilisé. Aujourd'hui, le monde assiste à la montée en puissance d'un Reich islamiste chiite. Et pourtant, tout comme ce fut le cas pour la montée en puissance du nazisme, le monde garde le silence – un silence assourdissant.

Et même si le Conseil insiste pour continuer jusqu'à la fin des temps à convoquer ces séances au titre de la question intitulée « La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne », cela ne changera rien à la vérité. La présente séance porte exclusivement sur la

situation au Moyen-Orient et la menace iranienne. Elle n'a rien à voir avec les Palestiniens. Il y a trois semaines, l'humanité a vu les escadrons de la mort du Hamas iranien en action. Tout comme à Babyn Yar, ils ont exterminé les Juifs par centaines, comme s'ils n'étaient que des insectes. Les nazis du Hamas ont délibérément ouvert au couteau le ventre d'une femme enceinte, en ont retiré le fœtus et l'ont poignardé sous les yeux de sa mère qui était encore en vie. Et malgré cela, le Conseil de sécurité n'a toujours pas condamné le Hamas pour le meurtre délibéré de civils israéliens. C'est incroyable. Plus de 250 000 civils israéliens innocents ont été déplacés depuis que la guerre a commencé. Des millions d'Israéliens vivent chaque jour sous des tirs de roquettes aveugles et incessants, aussi bien dans le sud que dans le nord d'Israël, des tirs déclenchés par le Hamas, le Hezbollah et d'autres jihadistes. Le Conseil n'a-t-il rien à dire là-dessus ? Cela n'est-il pas couvert par « la situation au Moyen-Orient » ?

Lorsque mon grand-père, Chaim, et ses enfants ont été envoyés à Auschwitz, le monde n'a rien dit. Lorsque ses bébés ont été envoyés dans les chambres à gaz, le monde n'a rien dit. Lorsque leurs corps ont été incinérés avec ceux de millions d'enfants, juifs et autres, le monde n'a rien dit. Aujourd'hui, alors que des bébés juifs innocents ont été brûlés vifs, le Conseil ne dit toujours rien. Certains États Membres n'ont rien appris depuis 80 ans. Certains ont même oublié pourquoi cet organe avait été créé. Je vais donc le leur rappeler. À partir d'aujourd'hui, chaque fois qu'ils me regarderont, ils se souviendront de ce que signifie ne rien dire face au mal. Tout comme mes grands-parents et les grands-parents de millions de Juifs, à partir d'aujourd'hui, mon équipe et moi-même porterons des étoiles jaunes. Nous porterons cette étoile jusqu'à ce que le Conseil condamne les atrocités du Hamas et exige la libération immédiate de nos otages. Nous marcherons en arborant une étoile jaune qui symbolisera notre fierté et rappellera que nous avons fait le serment de nous battre pour nous défendre. « Plus jamais ça » s'applique maintenant.

Le silence de l'ONU a enhardi nos ennemis. Ils ont vu l'Assemblée générale applaudir les efforts déployés pour empêcher les Juifs de se défendre. Ils ont entendu le Secrétaire général dire qu'il comprenait le massacre nazi. Et c'est précisément pour ça que nous assistons à la flambee de haine des Juifs la plus stupéfiante depuis les lois de Nuremberg et leurs répercussions. Les antisémites sont désormais légitimés. Ils savent à présent que le massacre de Juifs dans leur lit ne se verra rien opposer que le silence. Ils ont été tellement galvanisés par l'inaction de l'Organisation qu'ils sont impatients de massacrer eux-mêmes des Juifs. On a entendu à Sydney des appels à gazer les

Juifs. De la Californie à New York, on peut entendre les foules appeler à une Palestine *judenrein* « du fleuve à la mer ». Les cris de guerre islamistes contre les Juifs déferlent à Londres, à Bruxelles et à Paris. Un aéroport du Daghestan, en Fédération de Russie, a été envahi hier par des partisans du terrorisme islamiste qui cherchaient des Juifs à lyncher. C'est précisément l'état dans lequel le monde se trouvait lorsque les nazis ont commencé leur carnage. Nous en sommes exactement au même point. Le monde n'a rien dit non plus à ce moment-là. Nous devons bien comprendre où nous nous trouvons aujourd'hui, bien comprendre l'importance du moment que nous vivons et assimiler le fait que le monde se trouve à la croisée des chemins, exactement comme dans les années 30.

Le Conseil va-t-il adopter l'approche de Chamberlain et lénifier les nazis et leurs sympathisants ? Ou bien lui préférera-t-il l'approche de Churchill, pour combattre le mal par le sang, le labeur, les larmes et la sueur ? Israël a fait son choix. Nous avons été attaqués par les nazis du Hamas. On nous a montré que le génocide et la haine des Juifs n'étaient pas morts avec Hitler. Ils ont enflé et grossi jusqu'à envahir notre patrie. Mais la différence entre 1939 et aujourd'hui, c'est que les Juifs d'aujourd'hui ont un État fort et une armée puissante. Nous ne sommes pas sans défense. Nous sommes les lions de Judée et nous nous défendrons contre ceux qui cherchent à nous annihiler. Dans les jours qui ont précédé les massacres du 7 octobre et ceux qui ont suivi, le Führer Khamenei a continué de répandre ses idéologies vénéneuses et génocidaires dans le monde entier. Sur Twitter, il a parlé de la disparition d'Israël. Il a prédit la perte des États qui normalisaient leurs relations avec Israël. Il a affirmé qu'Israël était en train de mourir et, le jour du massacre, il a appelé à l'éradication d'Israël, en publiant une vidéo d'Israéliens qui couraient pour sauver leur vie pendant que les *Einsatzgruppen* de son Hamas les fauchaient à la mitrailleuse.

Si Hitler avait eu un compte Twitter, il aurait ressemblé à s'y méprendre à celui de Khamenei. Le plus choquant, c'est que, malgré le nazisme génocidaire flagrant du Reich islamiste de l'Iran, le Secrétaire général et les fonctionnaires des Nations Unies qui, ici, sont applaudis, continuent de rencontrer des responsables iraniens sans dire un mot pour condamner leur appui au génocide. Quelle honte. La semaine dernière, ici même, le Secrétaire général a déroulé le tapis rouge pour le Ministre des affaires étrangères du régime nazi iranien, avant de lui sourire et de serrer sa main couverte de sang. Hormis des paroles creuses et de pure forme prononcées pour les médias, le Secrétaire général Guterres n'a pas une fois exigé publiquement que les terroristes du Hamas, qui ne

diffèrent en rien de ceux de Daech, permettent au Comité international de la Croix-Rouge de vérifier au moins que les otages sont en vie, à défaut de quoi le Hamas sera tenu pour responsable de la situation humanitaire à Gaza. Comment est-ce possible ? Pourquoi les besoins humanitaires des Gazaouites sont-ils la seule question qui focalise l'attention de tous ici ? N'est-ce pas là le strict minimum que l'on doit exiger de ces monstres ? Où est la voix du Conseil – en tant que Conseil ?

Les nazis du Hamas ont passé les 16 dernières années à régner sur Gaza, à maltraiter les Palestiniennes et les Palestiniens et à massacrer tous ceux qui s'opposent à eux. Lorsque les militants du Hamas ont pris le pouvoir à Gaza en 2007 – et tous les membres le savent parfaitement –, ils ont assassiné des centaines de Palestiniens de leurs propres mains. Ils les ont jetés du haut de bâtiments. Ils ont utilisé les Palestiniens comme boucliers humains, construit des bases terroristes sous les hôpitaux et installé des lanceurs de missiles à côté des écoles. Qu'attend de nous le Conseil ? Ils amassent des fournitures médicales, de la nourriture et du carburant pour eux-mêmes, alors que ces ressources pourraient bénéficier à leur population – je suppose que M. Lazzarini a oublié de le mentionner devant les membres. Le tweet qui en parlait a également été supprimé.

Les dirigeants du Hamas vivent dans le luxe à Doha et à Istanbul. Ils ne résident même pas dans la bande de Gaza. Alors que leur peuple vit dans la pauvreté, les terroristes du Hamas, ces clones de Daech, opèrent à l'intérieur et sous les hôpitaux, notamment – je tiens à le répéter – l'hôpital Chifa, qui abrite leur centre de commandement. Le Hamas empêche les Gazaouites de se diriger vers le sud pour quitter une zone de guerre active. À l'heure où nous parlons, le Hamas détient environ un demi-million de litres de carburant, à proximité du point de passage de Rafah. Tout cela peut être vérifié. À chaque fois que la question du manque de carburant est abordée, c'est au Hamas que le Conseil devrait adresser ses exigences.

Israël a approuvé des dizaines – plus que des dizaines – de camions de fournitures humanitaires chaque jour, notamment de la nourriture, de l'eau et du matériel médical. Mais nous refusons toute aide à l'ennemi, le Hamas, conformément au droit international. Le Hamas est à l'origine de la situation à Gaza. Pourtant, les membres du Conseil continuent d'insister pour que cette séance soit considérée comme une discussion sur la question palestinienne. Quelqu'un peut-il proposer une solution à la question palestinienne tant que le Hamas contrôlera Gaza ? Demander un cessez-le-feu immédiat, c'est en définitive de lier les mains d'Israël et maintenir le Hamas au pouvoir à Gaza. Est-ce là l'avenir que le Conseil souhaite pour la population gazaouite ?

Je suis désolé de le dire, mais si le Conseil avait existé le 6 juin 1944, il aurait intensément débattu de la quantité d'électricité et de carburant dont disposaient les citoyens de Munich alors que les Alliés approchaient des côtes normandes. Il se serait focalisé sur le nombre de victimes allemandes par rapport au nombre de victimes britanniques. Le Conseil aurait appelé à un cessez-le-feu avant que les Russes ne reprennent Stalingrad. Nous connaissons tous les intentions du Hamas et nous savons tous que, si on lui en donnait la possibilité, il commettrait encore et encore les mêmes atrocités, mais cette fois à une échelle beaucoup plus grande. Malgré cela, l'ONU, fondée dans le sillage de l'Holocauste, n'agit pas en fonction de ses principes fondateurs. Demander un cessez-le-feu aujourd'hui équivaldrait à annuler le Jour J en 1944.

Israël ne veut pas vivre plus longtemps avec à sa frontière les brutes que sont les nazis du Hamas. Nous ne tolérerons plus que des escadrons de la mort barbares du Hamas, ce clone de Daech, envahissent notre patrie. Je réaffirme que l'opération israélienne à Gaza n'est pas une réponse aux événements du 7 octobre ; il s'agit d'un acte de légitime défense en vue d'assurer son avenir.

Le peuple israélien est fort. Rien ne peut nous briser. Et nous ne sommes pas près de disparaître. Nombreux sont ceux qui ont tenté de nous détruire : les Babyloniens, les Grecs, les Romains et les nazis, pour n'en citer que quelques-uns. Mais aucun n'y est parvenu. Et le Reich iranien n'y changera rien. Israël l'emportera, si Dieu le veut. Nous ramènerons nos otages à la maison et les citoyens de l'État juif vivront dans la paix et la liberté.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Jordanie.

M. Hmoud (Jordanie) (*parle en arabe*) : Je remercie M. Philippe Lazzarini, Commissaire général de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient ; M^{me} Catherine Russell, Directrice générale de l'UNICEF ; et M^{me} Lisa Doughten, Directrice de la Division du financement de l'action humanitaire et de la mobilisation de ressources du Bureau de la coordination des affaires humanitaires.

J'ai l'honneur de faire cette déclaration au nom du Groupe des États arabes.

Nous intervenons devant le Conseil de sécurité au cours de cette séance d'urgence qui fait suite à l'adoption par l'Assemblée générale de la résolution ES-10/21 sur les mesures illégales prises par Israël à Jérusalem-Est et dans le Territoire palestinien occupé, qui a été déposée par la Jordanie en tant que Présidente du Groupe des États arabes pour le mois d'octobre.

Le Groupe des États arabes et l'Organisation de la coopération islamique ont demandé au Président de l'Assemblée générale la reprise de la dixième session extraordinaire d'urgence de l'Assemblée après qu'il est devenu évident que le Conseil de sécurité, depuis que la guerre a éclaté au début du mois d'octobre, n'était pas en mesure d'assumer sa responsabilité en matière de maintien de la paix et de la sécurité internationales et de mettre un terme à la guerre contre notre peuple à Gaza.

L'adoption par l'Assemblée générale de la résolution ES-10/21 a envoyé un message important et clair : la communauté internationale soutient la justice, la protection des civils innocents et le respect des obligations juridiques, humanitaires et légitimes, en plus de l'arrêt immédiat de la guerre israélienne contre Gaza qui fait rage actuellement. Il s'agit également d'un appel à mettre fin aux crimes de guerre, au meurtre de civils innocents sans défense et à la destruction de maisons, d'installations civiles, d'hôpitaux, de lieux de culte et d'infrastructures. Si cette résolution est partielle à qui que ce soit ou quoi que ce soit, c'est à la vérité, à la justice et à l'humanité. Nous sommes parvenus à déjouer plusieurs tentatives de politisation de la résolution.

La résolution ES-10/21 de l'Assemblée générale comprend un certain nombre d'éléments qui doivent être mis en œuvre si nous voulons entrevoir la fin de cette guerre à l'horizon.

Premièrement, il est impératif de convenir d'une trêve humanitaire immédiate, durable et soutenue, conduisant à la cessation sans délai des hostilités et à la protection de toutes les installations civiles humanitaires, notamment les hôpitaux et les lieux de culte.

Deuxièmement, toutes les parties doivent s'acquiescer des obligations que leur impose le droit international, y compris le droit international humanitaire.

Troisièmement, l'aide humanitaire, notamment les fournitures et les services essentiels pour tous les civils qui sont dans le besoin dans la bande de Gaza, doit être assurée.

Quatrièmement, toute tentative de transfert forcé de la population civile palestinienne doit être fermement rejetée et tous les civils illégalement détenus doivent être libérés immédiatement et sans condition.

Le Groupe des États arabes appelle la communauté internationale à déployer des efforts en vue d'exercer une pression ferme sur Israël afin qu'il cesse de retarder l'acheminement de l'aide, de sorte que celle-ci puisse

être fournie d'urgence et en quantité suffisante pour faire face à la détérioration de la situation humanitaire dans la bande de Gaza. À cet égard, nous tenons à souligner que 85 camions au plus sont entrés dans la bande de Gaza par le point de passage de Rafah depuis le début de la guerre, en raison de l'obstruction israélienne, alors que plus de 500 camions y entraient chaque jour avant la guerre. Nous soulignons que la République arabe d'Égypte n'a ménagé aucun effort pour assurer l'acheminement rapide des secours et de l'aide humanitaire à nos frères palestiniens de Gaza, malgré les obstacles opérationnels et logistiques imposés par Israël pour des raisons politiques et sous de faux prétextes de sécurité, alors qu'il continue de bombarder le point de passage de Rafah.

La poursuite de la guerre israélienne qui fait actuellement rage à Gaza et la catastrophe humanitaire qui en résulte menacent de s'étendre à la région. À cet égard, nous voulons mettre en garde contre les répercussions que la guerre aura sur la sécurité et la stabilité de la région et du monde entier. Nous soulignons l'importance de mettre fin aux actes d'agression israéliens sur les territoires syriens et de garantir un cessez-le-feu aux frontières avec le Liban, ainsi que de mettre fin à l'agression répétée d'Israël contre des villages du sud du Liban, qui a entraîné le déplacement de près de 30 000 Libanais, la mort de plus de 50 personnes et le ciblage direct d'une position appartenant à l'Armée libanaise et à la Force intérimaire des Nations Unies au Liban, ainsi que le martyre de plusieurs journalistes.

La guerre contre Gaza est entrée dans une nouvelle phase, entraînant davantage de destructions, de meurtres et d'oppression pour la population – bien plus que ce que nous avons vu il y a seulement quelques jours. Lorsque M. Ayman Safadi, Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères de la Jordanie, s'est exprimé devant le Conseil mardi dernier (voir S/PV.9451), le nombre total de victimes tombées en martyrs parmi les civils palestiniens s'élevait à près de 6 000. Aujourd'hui, moins d'une semaine plus tard, ce nombre s'élève à plus de 8 300, dont plus de 3 400 enfants et 2 100 femmes tués, sans compter les plus de 2 000 personnes qui se trouvent sous les décombres depuis plusieurs jours. Les tueries ne cesseront pas tant qu'Israël continuera d'entendre certains justifier ses crimes. Israël a été couvert et protégé sans avoir de comptes à rendre. Malheureusement, tant que cette situation perdurera et que ses actions continueront à être passées sous silence, Israël s'enhardira et continuera à commettre de tels actes sans être dissuadé ou tenu pour responsable.

N'est-il pas temps que les consciences humaines se réveillent face aux images du carnage et de la destruction à Gaza que nous voyons chaque jour, chaque heure et chaque minute ? N'est-il pas temps pour le Conseil de répondre aux appels à l'aide de la population de Gaza ? Les habitants de Gaza n'ont aucun endroit sûr où s'abriter des bombardements et des destructions israéliens. Leurs maisons, leurs hôpitaux et leurs lieux de culte se sont effondrés sur leurs têtes, et même les installations de l'ONU qu'ils considéraient comme des lieux de refuge ont été bombardées. Il y a 1,4 million de personnes à Gaza qui ont été déplacées de leurs maisons et de leurs quartiers. Le silence assourdissant face à ces déplacements forcés doit cesser. N'est-il pas temps que le Conseil entendent les appels de la conscience humaine et du Secrétaire général – que nous remercions, alors même qu'il fait l'objet de nombre d'attaques injustes – qui a appelé à un cessez-le-feu, à l'acheminement de l'aide médicale et humanitaire, au respect du droit international et à la protection des civils et des organismes de secours des Nations Unies ? Je ne sais pas pourquoi le Secrétaire général est attaqué pour avoir exprimé ces positions justes.

N'est-il pas temps pour le Conseil de donner la priorité aux principes de justice et d'humanité et de dire à Israël que le transfert forcé est un crime sur lequel on ne peut fermer les yeux ? Le Conseil ne peut accepter le choix entre mourir dans le nord de Gaza ou être transféré dans le sud de Gaza pour y être tué. N'est-il pas temps pour le Conseil de dire à Israël que la vie humaine est sacrée, indépendamment de la religion, de l'ethnie ou de l'origine d'une personne ? N'est-il pas temps de protéger les locaux de l'ONU ainsi que les hôpitaux, les infrastructures et les installations de Gaza ? N'est-il pas temps pour le Conseil d'entendre les appels des organismes d'aide humanitaire que M. Lazzarini, M^{me} Russell et M^{me} Doughten ont lancés plus tôt lorsqu'ils ont demandé qu'il soit mis fin à la tragédie humaine à Gaza ? N'est-il pas temps pour le Conseil de tenir Israël juridiquement responsable et de le punir pour les meurtres, le nettoyage ethnique et les crimes de guerre qu'il commet à Gaza ? Nous rappelons au Conseil que ces crimes, qui sont commis sous les yeux de la communauté internationale, sont documentés quotidiennement par les mécanismes internationaux d'établissement des responsabilités.

N'est-il pas temps pour le Conseil de sécurité d'assumer ses responsabilités et de respecter les buts et principes de l'Organisation, tels qu'ils sont énoncés dans la Charte des Nations Unies ? N'est-il pas temps que le Conseil agisse pour mettre fin à cette guerre et à cette agression et pour protéger notre peuple palestinien à Gaza et dans le Territoire

palestinien occupé ? Tel est le choix qui se pose au Conseil à un moment charnière de l'histoire de l'Organisation.

Le Groupe des États arabes réaffirme qu'une paix juste, globale et durable, conformément aux paramètres convenus et à l'Initiative de paix arabe, est un choix stratégique arabe. La seule façon de mettre en œuvre ce choix est de créer un État palestinien souverain et indépendant, avec Jérusalem occupée comme capitale, sur la base des frontières du 4 juin 1967. Je voudrais également redire ma gratitude à tous les États Membres qui ont voté pour la résolution ES-10/21 de l'Assemblée générale, adoptant ainsi une position établie contre la pratique du deux poids, deux mesures dans le droit international et réaffirmant la nécessité de mettre fin à la guerre, de protéger les civils et d'adhérer aux obligations juridiques et humanitaires, conformément aux principes et aux valeurs de l'Organisation et en vue de promouvoir la sécurité et la paix dans la région et dans le monde.

Ayant conclu ma déclaration au nom du Groupe des États arabes, je voudrais dire que si, tout au long de l'histoire, certains pays ont commis de graves atrocités dans les pays qu'ils occupaient, jusqu'à présent, je n'avais jamais entendu parler d'un État occupant jouant le rôle de la victime, comme le fait Israël aujourd'hui.

Le Président (*parle en anglais*) : Le représentant de la Chine a demandé la parole pour faire une nouvelle déclaration.

M. Zhang Jun (Chine) (*parle en chinois*) : Dans sa déclaration tout à l'heure, la représentante des États-Unis a accusé la Chine d'avoir opposé son veto au projet de résolution S/2023/792, déposé par les États-Unis. Je voudrais répondre à cela.

La représentante des États-Unis a accusé la Chine d'avoir opposé son veto à leur projet de résolution. C'est la remarque la plus dénuée de sens que j'ai entendue aujourd'hui. En clair, les États-Unis veulent rejeter la faute de ce qui se passe actuellement à Gaza sur la Chine. Je tiens à informer leur représentante que nous ne sommes pas responsables de cette situation.

La représentante des États-Unis devrait pourtant parfaitement savoir comment la situation au Moyen-Orient en est arrivée au stade actuel et le rôle qu'ont joué les États-Unis à cet égard. Elle devrait également savoir que ce sont les États-Unis qui ont opposé leur veto à des dizaines de projets de résolution du Conseil de sécurité sur la question d'Israël et de la Palestine, ce qui rend très difficile pour le Conseil de jouer, comme il est censé faire, un rôle constructif et responsable sur la question

ou d'agir réellement pour encourager la mise en œuvre la solution des deux États. La représentante des États-Unis devrait aussi parfaitement savoir pourquoi la Chine, ainsi que d'autres pays, ont voté contre le projet de résolution déposé par les États-Unis.

Les États-Unis ont présenté à la hâte leur projet de résolution, publié sous la cote S/2023/792, après avoir opposé leur veto à celui déposé par le Brésil (S/2023/773). Or, le projet de texte des États-Unis ignorait totalement l'appel pressant du monde entier, et notamment des pays arabes, en faveur d'un cessez-le-feu et d'une trêve. Il confondait le bien et le mal et tentait d'orienter le conflit israélo-palestinien vers un autre discours et une autre voie. Le plus dangereux dans tout cela, c'est qu'un tel comportement donne le feu vert à une nouvelle surenchère de la situation. La Chine avait toutes les raisons de voter contre un tel projet de résolution. En ce qui concerne le vote de la Chine, notre position était fondée sur les faits, le droit, la conscience et la justice. Elle s'appuyait également sur l'appel pressant venu du monde entier, et en particulier des pays arabes.

Depuis, l'Assemblée générale a adopté la résolution ES-10/21, envoyant un message sans ambiguïté en faveur d'une trêve et d'un cessez-le-feu afin d'éviter l'aggravation de la crise humanitaire. Cette résolution a reçu le

soutien ferme et agissant de l'écrasante majorité des États Membres de l'Organisation des Nations unies. L'adoption de cette résolution de l'Assemblée générale est une preuve supplémentaire que la position de la Chine est tout à fait correcte.

J'espère sincèrement que les États-Unis adopteront une attitude responsable et travailleront avec les autres membres du Conseil pour se concentrer sur les questions les plus urgentes, à savoir un cessez-le-feu à Gaza, la protection des civils et l'acheminement de l'aide humanitaire, ainsi que la prévention d'une nouvelle catastrophe humanitaire. Nous espérons que nous parviendrons à renforcer le consensus sur ces questions urgentes afin que le Conseil de sécurité puisse rapidement agir de manière plus responsable.

Le Président (*parle en anglais*) : Le représentant des États-Unis a demandé la parole pour faire une nouvelle déclaration.

M. Wood (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je serai très bref. Je pense que, comme le montre le compte rendu de la séance, le mercredi 25 octobre, la Chine a voté contre le projet de résolution S/2023/792, déposé par les États-Unis (voir S/PV.9453). C'est un fait.

La séance est levée à 18 h 55.